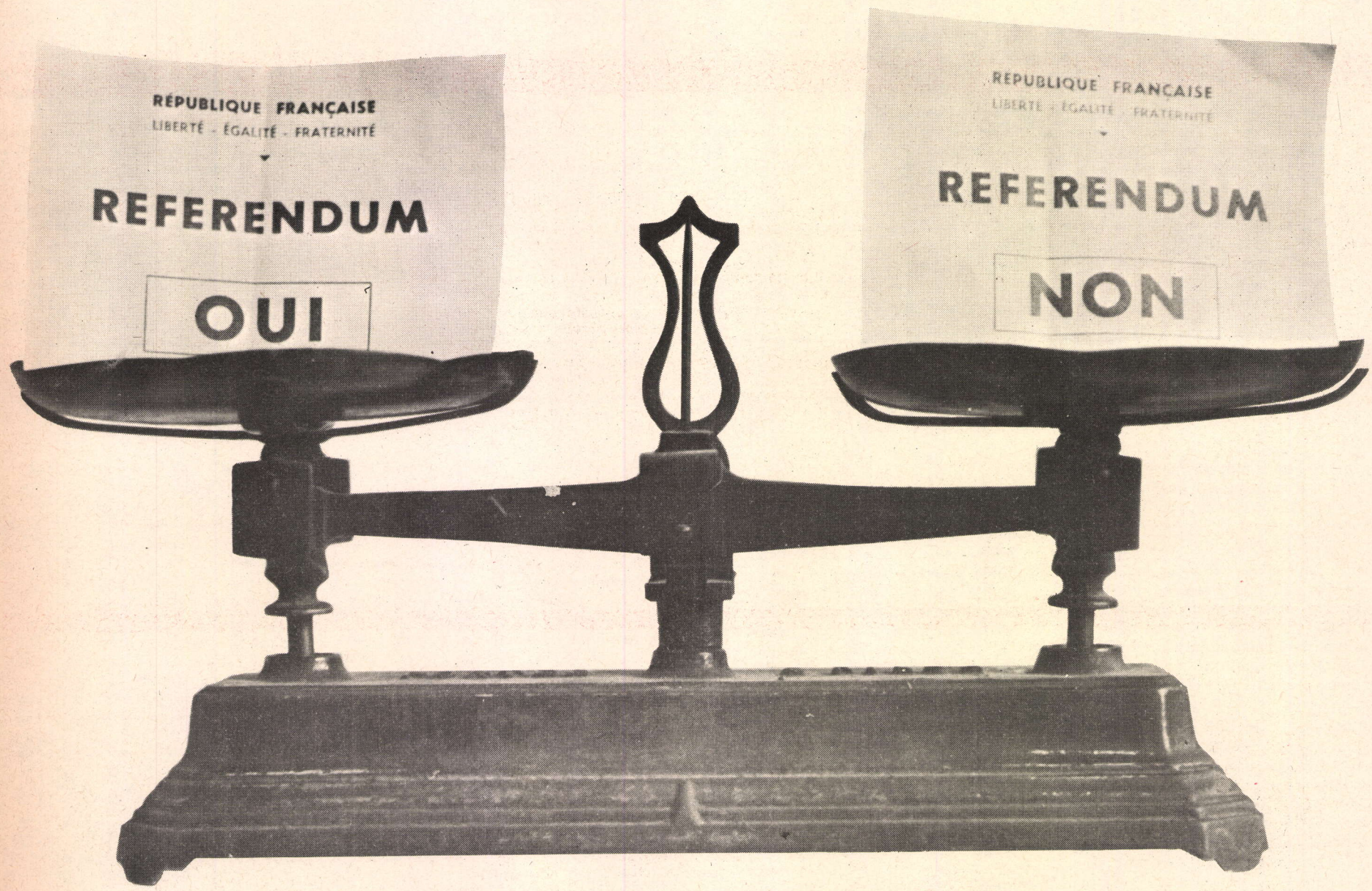
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 187 — SEMAINE DU 28 MARS AU 3 AVRIL 1972 — PRIX : 2 F

Voter c'est accepter le plébiscite



BOYCOTTONS-LE !

revue de la presse d'extrême-gauche

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières **analyse dans un article intitulé « les responsables de la division », la situation créée par l'assassinat de Pierre Overney et l'enlèvement de Nogrette. Revenant sur l'explication policière du** P.C.F., I.O. **s'en démarque et précise sa position vis-à-vis des populistes en des termes plus nuancés que ne le laissaient apparaitre certains communiqués de l'**A.J.S., O.C.I. **de ces derniers jours.**

Il est aussi nécessaire de s'entendre sur le terme « gauchiste » qui, dans le vocabulaire marxiste a un contenu politique précis. La direction du P.C.F. l'a repris et l'a martelé avec tous les moyens de sa propagande à partir de 1968 pour en faire l'étiquette applicable à tous ceux qui avaient refusé le sabordage de la grève générale au compte des accords de Grenelle.

Or, pour Lénine qui le combattait, le gauchisme était un courant du mouvement ouvrier, caractérisé par son incompréhension de la manière organique dont se développe la lutte des classes, incapable de comprendre la place des organisations, les exigences de l'aspiration de la classe ouvrière à s'unir contre le capitalisme. Ce gauchisme-là, **« maladie infantile du communisme »,** était pour Lénine la rançon de la domination de l'opportunisme sur le mouvement ouvrier. Ce gauchisme — que nous avons politiquement combattu car il conduit à l'aventure et à l'impuissance — s'est naturellement manifesté lors de la grève générale de mai-juin 1968, comme « rançon » d'une politique qui se refusait à centraliser la grève générale contre le gouvernement gaulliste.

Ce n'est pas par goût des épithètes cinglantes que nous avons défini un courant qui se désigne lui-même comme « gauchiste » comme constituant un « gauchisme décomposé ». Les éléments qui se réclament du « maoïsme », du « spontanéisme », qui ont entretenu la pratique des « actions exemplaires » destinées à « électriser » les masses, c'est-à-dire à se substituer à la lutte des travailleurs, ne se situent pas (comme les courants gauchistes de l'Internationale Communiste) sur le terrain de la dictature du prolétariat. Leur contenu de classe est autre. Leur retour à un populisme grossier et dégradé est l'expression de la décomposition de la petite-bourgeoisie. Leurs méthodes permettent en effet le jeu de la provocation et nourrissent toutes les manipulations politiques.

. . . . . .

Soulignons donc qu'exprimer son désaccord avec les méthodes des maoïstes — et les raisons pour lesquelles on est en désaccord peuvent être diverses — est une question différente de celle de la nécessité de réaliser l'unité de toutes les forces organisées de la classe ouvrière contre les responsables d'un crime, crime que toutes les organisations de la classe ouvrière sont unanimes à condamner.

Mais la direction du P.C.F., quant à elle, pratique un double amalgame : tous les courants politiques qui critiquent sa politique de « démocratie avancée » sont « gauchistes », ce qui est un faux politique et un « gauchiste », par nature, est un provocateur et un agent du pouvoir, ce qui est une infâmie.

le prolétaire

bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

A la suite de l'assassinat de Pierre Overney, Le Prolétaire **s'insurge contre ceux qui ne voient pas, dans la gauche et aussi dans l'extrême-gauche,** « que la démocratie vaut le fascisme » **:**

D'une manière ou d'une autre, toutes les forces et les partis ont vu dans cet assassinat non le fait normal et inévitable d'une société d'exploitation, mais soit un « accident regrettable », soit un crime de la classe ennemie qu'on pourrait pourtant éliminer sans l'abolition du salariat. D'une manière ou d'une autre, toutes les forces et les partis font croire que le prolétariat a quelque chose à défendre dans le capitalisme, qu'il a un terrain d'entente commun avec d'autres classes, celui de la défense de prétendues « libertés démocratiques » dont la mythologie bourgeoise voile la réalité de l'oppression de classe. D'une manière ou d'une autre, toutes les forces et les partis cachent au prolétariat que la seule réponse que la classe ennemie réserve à ses révoltes est celle du plomb et de la mitraille. Toutes les forces et les partis ont tiré des leçons qui, d'une manière ou d'une autre, masquent que l'**Etat** bourgeois, qu'il soit démocratique ou fasciste, est le véritable gardien de l'ordre capitaliste, le rempart que le prolétariat devra abattre pour instaurer son pouvoir dictatorial qui, seul, permettra d'abolir les classes.

. . . . . .

Faisant chorus avec la classe ennemie, le P.C.F. et la C.G.T. nient la violence **permanente** de l'Etat démocratique du capital et s'efforcent de terroriser la classe ouvrière en agitant l'épouvantail de la répression et du fascisme. En affirmant qu' « il n'y a jamais eu de climat de violence chez Renault », que « ce qui caractérise la Régie, comme les autres usines de France » c'est « un effort permanent pour mieux vivre » **(l'Humanité** du 28 février), en déclarant que « Mai 1968 ne doit pas recommencer » (Marchais), ces enragés de l'ordre montrent bien que la seule violence qu'ils n'acceptent pas, c'est celle des ouvriers contre la bourgeoisie : pour eux, toute lutte de classe est une « provocation », toute révolte un « complot », un « crime monstrueux » (Marchais à Strasbourg). **Ils font ainsi bloc avec l'Etat, la bourgeoisie, l'ordre capitaliste.** Représentants politiques de l'aristocratie ouvrière achetée par les miettes que lui jette la bourgeoisie, ils jouent leur rôle naturel d'agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Quant aux partis gauchistes, lorsqu'ils s'élèvent contre les aspects les plus barbares de la violence bourgeoise, ils ne font eux aussi que masquer le fait que cette violence est **inhérente au système du salariat** lui-même. Quand ils réclament le désarmement des polices patronales, ils ne font eux aussi que masquer le fait que le garant principal de l'exploitation n'est pas dans les usines mais dans **l'Etat.** Quand ils appellent tout « le peuple de France » à lutter contre le fascisme pour le retour ou la défense de la démocratie, ils font croire qu'il pourrait exister un Etat bourgeois neutre, qui ne serait pas l'instrument de la dictature du capital sur la classe ouvrière.

courrier des lecteurs

Je voudrais répondre à l'article intitulé « A propos de quelques actes de vandalisme » **(**L.O. **du 7-13 mars, page 7).**

D'abord écartons le reproche que les « vandales » ont agi pendant un enterrement. L'enterrement de Pierrot Overney était une manifestation de rue. Si Pierrot avait été parmi nous, enterrant un copain, il aurait crié les mêmes slogans, participé à la même ambiance, sans arrière-pensée, car ce n'était pas un révolutionnaire triste.

D'ailleurs, tout de suite, le camarade auteur de l'article élargit le problème ; il envisage plus généralement les rapports entre le mouvement révolutionnaire et certains comportements qu'il énumère et condamne : des badigeonnages à la peinture, le pillage d'une boulangerie, la présence d'homosexuels.

En 1883, l'ancienne militante de la Commune Louise Michel était jugée pour participation au pillage spontané de trois boulangeries. On dira que c'était il y a quatre-vingt-dix ans, que le peuple avait faim, que ce n'est plus le cas aujourd'hui. D'abord, nous avons encore nos affamés, dont l'existence, à elle seule, justifierait cet acte symbolique : les immigrés, les chômeurs, les vieilles personnes, et j'en passe. Mais quand Louise Michel dit au président du tribunal : « J'ai vu piller et tuer bien autre chose », **c'est là qu'elle rétablit les justes proportions entre ce qui n'a été que la modeste ébauche de la violence populaire, et l'énorme et constante violence qu'exerce sur nous tous le Capital et l'Etat. Face au vrai scandale, qu'est-ce que c'est quelques brioches volées, quelques voitures peinturlurées ?**

Et devant qui exactement le mouvement révolutionnaire devrait-il, selon notre camarade, poser en défenseur de la propriété privée et de l'ordre bourgeois ? Qui veut-il rassurer ? Pas le gouvernement, je pense ! Les ouvriers communistes ? Alors le camarade les imagine aussi conformistes que le P.C. les présente et les souhaite.

L'auteur de l'article veut nous prescrire en plus la bonne morale sexuelle. Aux homosexuels, il demande de se réformer, et à nous, je le cite, de « dresser une barrière morale » **entre le mouvement révolutionnaire et... la sodomie. J'espère n'être pas la seule, parmi les lecteurs, à réagir devant des propos que je trouve indignes de ce journal. Je me bornerai à rappeler, premièrement, que chacun est libre de vivre sa vie sexuelle comme il l'entend et que les homosexuels ne commettent pas de délit pénal, deuxièmement, que, comme les femmes, les Juifs, les étrangers, les jeunes, et tous ceux qui sont « autres », ils constituent une catégorie opprimée qui n'a rien à perdre et tout à gagner dans une Révolution véritable (voyez l'engagement politique de certains de leurs mouvements aux Etats-Unis). Mais je ne leur souhaite pas la Révolution qu'esquisse notre camarade. Il a beau se défendre** « d'introduire dans l'extrême-gauche révolutionnaire des mœurs policières », **il veut déjà** « faire en sorte que ces gens-là ne se sentent pas chez eux » **parmi nous. Je dis qu'alors la répression est en marche. La révolution russe les libéra. Janvier 1934 à Moscou, Léningrad, Kharkov, Odessa : sous le prétexte d'** « orgies homosexuelles », **une vague d'arrestations décime le milieu des écrivains, des artistes, des musiciens...**

Je ne suis moi-même ni émeutière ni lesbienne.

Lutte Ouvrière **publiera ma lettre, s'il est vrai que ce monde nouveau qui est notre projet se définit par la confrontation des points de vue et par le triomphe du plus juste.**

Une camarade.

Nous comprenons fort bien la violence des opprimés. Nous comprenons fort bien qu'elle puisse éclater d'un coup et s'exercer aveuglément et irrationnellement, simplement parce qu'un jour la colère éclate. Assurément les responsables sont bien alors ceux qui exercent quotidiennement leur violence pour maintenir l'exploitation, les bourgeois et les capitalistes.

Nous sommes par contre en désaccord avec ceux, anarchistes ou autres, qui préconisent l'émeute ou la récupération individuelle comme moyen de lutter contre l'oppression. Aucun geste de colère, même le plus justifié par le contexte, ne change une société. Or c'est là la seule chose qui pourra mettre fin à l'oppression. C'est là aussi le but des militants révolutionnaires qui doivent déduire leurs méthodes en fonction de ce but.

Quant à ceux qui, se croyant à l'abri de la police dans une manifestation comme celle de l'enterrement d'Overney, en profitent pour piller une boulangerie (pour lutter « symboliquement » contre la faim ?) ou peinturlurer des voitures (qui ont toute chance d'appartenir à des travailleurs), ce sont au mieux, en leur accordant le bénéfice du doute, de pauvres imbéciles à qui le mouvement révolutionnaire sert de justification consciente ou inconsciente pour satisfaire n'importe quel désir plus ou moins trouble, au pire des provocateurs conscients.

Or le mouvement révolutionnaire doit d'abord être effectivement responsable devant l'ensemble des travailleurs qui ne peuvent comprendre de tels actes, surtout quand on prétend les accomplir en leur nom. Nous tenons donc beaucoup à affirmer que nous n'avons rien à voir ni avec les imbéciles ni avec les provocateurs éventuels.

Le problème se pose exactement de la même façon vis-à-vis des homosexuels.

Nous ne sommes évidemment pas pour que l'homosexualité constitue un délit pénal. Inutile donc de faire un amalgame et d'hurler à la répression.

Mais nous ne tenons pas du tout à voir le mouvement révolutionnaire servir de justification à n'importe quelle perversion, sexuelle ou autre, même si elle n'est, en dernière analyse, qu'une des conséquences de la société actuelle.

Or les gens qui s'affirment publiquement homosexuels révolutionnaires, c'est-à-dire révolutionnaires parce qu'homosexuels, n'ont de toute évidence pas d'autre but.

Nous n'avons rien à voir ni à faire avec ces gens-là et le mouvement révolutionnaire non plus... et nous avons le droit de le dire sans être assimilés aux juges et aux flics, bourgeois ou staliniens.

Éditorial

Voter, c'est accepter le plébiscite. Boycottons-le !

LE Parti Communiste Français a annoncé jeudi soir sa décision d'appeler les électeurs à voter « non » au prochain référendum, et donc de participer au scrutin truqué organisé par Pompidou.

Jusque-là, chacun pouvait croire que la grossière manœuvre de Pompidou destinée à essayer de faire plébisciter sa politique et sa personne allait se retourner contre lui. Si l'ensemble des organisations se réclamant de la classe ouvrière avait, en effet, appelé à refuser vraiment le référendum-plébiscite, c'est-à-dire à le boycotter, Pompidou en aurait été pour ses frais. Il aurait certes obtenu une majorité de « oui », mais avec une si faible participation au vote que ce « oui » des électeurs habituels de l'U.D.R. et de ses alliés n'aurait absolument pas eu la signification que Pompidou en attendait.

Après huit jours d'hésitations, le Parti Communiste Français a finalement décidé de jouer le jeu, de répondre à la question choisie par Pompidou, de cautionner par sa participation cette caricature de démocratie qu'est le référendum.

Quelles que soient les raisons qui ont poussé les dirigeants du Parti Communiste Français à prendre cette décision (volonté d'apparaître comme un parti « responsable » aux yeux de la bourgeoisie française, volonté aussi de faire pression sur le Parti Socialiste pour l'amener à prendre des engagements précis avant les prochaines élections législatives), il est certain que cet appel à participer au référendum-plébiscite constitue un geste politique qui tourne le dos aux véritables intérêts des travailleurs. La grande masse des travailleurs qui s'attendait à ce que le P.C.F. refuse de participer à la mascarade pompidolienne, ne comprend pas pourquoi le parti, qui présente depuis des années l'unité d'action avec le Parti Socialiste comme la condition première d'un « changement de cap » gouvernemental, a pris sur ce sujet l'initiative de la rupture de fait de l'union de la gauche, après avoir accepté tant de choses de la part de Mollet et de Mitterrand.

Nous savons que si le Parti Socialiste préconisait l'abstention, ce n'était pas pour refuser le système, mais tout simplement parce qu'il hésitait entre le oui et le non. Mais les mauvaises raisons qu'avait le Parti Socialiste de souhaiter que l'ensemble des partis de gauche appelle à l'abstention ne font pas pour autant de la position du Parti Communiste Français une position juste.

Les responsables de l'U.D.R., à commencer par Chaban-Delmas, ne se sont pas cachés pour expliquer à leurs troupes que le principal ennemi à vaincre, ce serait l'absence de « civisme » qui pourrait amener les électeurs à se refuser de participer à ce vote truqué. Et il est en effet certain que le référendum-plébiscite ne peut atteindre le but que Pompidou lui a assigné que s'il ne se heurte pas au refus massif des travailleurs d'y participer.

Voter non, ce sera peut-être exprimer son opposition à la politique de Pompidou et de l'U.D.R. Mais ce sera malgré tout accepter d'aller aux urnes le jour où Pompidou l'a décidé. Ce sera y porter un bulletin de vote comme il l'a demandé, donnant une réponse à la question qu'il aura lui-même posée et formulée. Ce sera accepter ce système où la démocratie consiste à demander aux électeurs, tous les trois ou quatre ans, s'ils préfèrent être mangés à la mayonnaise ou à la vinaigrette.

Ce que recherche Pompidou, ce n'est d'ailleurs pas 100 % de « oui » (car chacun sait ce que signifie ce genre de résultat), c'est une majorité de « oui » peut-être plus modeste, mais sur une importante participation au vote, lui permettant de se parer au lendemain du référendum d'un nouveau semblant de légitimité.

Il n'y a qu'une seule manière de refuser vraiment le référendum-plébiscite de Pompidou, tout en restant fidèle aux intérêts des travailleurs, et en étant en accord avec ce qu'ils pensent et ce qu'ils sentent, et c'est le boycott !

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 5
— La conception marcellinesque de la défense des libertés.
Page 6
— Quatre objecteurs de conscience relaxés à Montluçon.
— Une semaine de grève contre une exclusion, au C.E.T. Valmy, à Colombes.
Page 14
— Manifestation des handicapés physiques.

● Le Parti Communiste Français

Page 4
— Le P.C.F. et le référendum.
— Echec de la journée d'action du 22 mars.
— Collusion P.C.F.-Police à Marseille.

● Dans les entreprises

Page 12
— Echos des entreprises.
Page 13
— Cinq cents licenciements à l'Alsthom.
— La grève continue à Girosteel.
Page 14
— La C.F.D.T. scissionne à la C.D.C.
Page 15
— La direction prépare les élections à Citroën.
— Collusion de la police et de la direction à IBM-Corbeil-Essonnes.
Page 16
— A travers la presse patronale et syndicale déchaînée.

DANS LE MONDE

ARGENTINE
Page 20
— L'enlèvement du P.D.G. de la Fiat.
ITALIE
Page 7
— Congrès du Parti Communiste Italien.
Page 9
— La justice est indépendante.
SUD-OUEST AFRICAIN
Page 7
— Les racistes sud-africains reculent.
U.S.A.
Page 8
— Que sont les élections primaires ?
MOYEN-ORIENT
Page 8
— Le plan Hussein.
IRLANDE
Page 9
— L'Ulster sous l'administration de Heath.
VIETNAM
Page 9
— Ajournement de la Conférence de Paris.
MADAGASCAR
Pages 10-11
— L'insurrection du 30 mars 1947.

Pentecôte 72

Fête de LUTTE OUVRIERE

(Ph. Elie Kagan.)

Aucun de nos amis n'a oublié la Pentecôte 1971. Cette année encore, ce sera pendant le week-end de Pentecôte, les 20, 21 et 22 mai, que se tiendra à Presles (Val-d'Oise), la fête artistique et champêtre de Lutte Ouvrière.

Retenez dès à présent cette date.

Faites-nous connaître vos idées de stands, de jeux, d'expositions.

La Pentecôte 1971 avait vu des milliers de lecteurs et de sympathisants de Lutte Ouvrière **se retrouver sur la pelouse de Presles. Il dépend de chacun d'eux que nous soyons encore plus nombreux pour la Pentecôte 1972.**

lutte ouvrière

organise le 14 AVRIL

dans la grande Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris-5e

UNE REUNION PUBLIQUE
SUR LE THEME :

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LE RÉFÉRENDUM

Participation aux frais : 2 F

Le Parti Communiste Français et le référendum :

LES RAISONS D'UN "NON"

LA décision du Comité Central du Parti Communiste Français d'appeler les électeurs à voter « non » au référendum de Pompidou a surpris la plupart des observateurs. Tout le monde s'attendait, en effet, à ce que le P.C.F. se rallie finalement à la position défendue par Mitterrand, l'abstention, de manière à ce que la gauche — en dépit des divergences connues existant sur l'Europe entre les deux partenaires — apparaisse unie lors de ce scrutin.

Le « non » du Parti Communiste Français n'est d'ailleurs surprenant que par rapport à ce problème de l'unité de la gauche, dont le P.C.F. fait son cheval de bataille depuis si longtemps, car ce « non » correspond à la position du PC.F. sur le Marché Commun, et il est conforme à sa politique traditionnelle vis-à-vis des référendums gaullistes (le Parti Communiste Français ayant voté « non » à tous ces référendums, sauf à celui de 1962 sur les accords d'Evian où il vota « oui »).

Le Parti Communiste Français se veut en effet un parti respectable, responsable, aux yeux de la bourgeoisie française dont il aspire à gérer loyalement les affaires, et il lui répugne de tourner le dos aux urnes, même dans une consultation électorale aussi truquée au départ qu'un référendum.

Cette répugnance devant l'abstention, ce souci de démontrer que le P.C.F. est prêt à jouer le jeu électoral en toutes circonstances, auraient suffi à expliquer le « non » décidé jeudi dernier, si celui-ci n'avait pas porté un grave coup au projet d'union de la gauche, un coup d'autant plus grave que la décision du P.C.F. rend du même coup beaucoup plus probable la perspective d'élections législatives anticipées au lendemain du référendum.

Car en choisissant cette fois-ci l'abstention, le Parti Communiste Français n'aurait fait que suivre Mitterrand, que personne, et surtout pas la bourgeoisie, ne soupçonne de velléités révolutionnaires, et il avait démontré, lors du deuxième tour des élections présidentielles, en se refusant à choisir entre Poher et Pompidou, que si l'abstention ne lui souriait guère par principe, il était capable le cas échéant d'y recourir lorsque cela ne concernait pas des élections législatives et ne mettait donc pas en cause la légitimité du pouvoir bourgeois.

En fait, c'est précisément dans les problèmes mêmes de la difficile réalisation de l'unité de la gauche qu'il faut chercher les raisons d'une prise de position qui lui porte — du moins momentanément — un si rude coup.

Chacun sait que le Parti Communiste Français n'a pas vu d'un œil très favorable l'accession de Mitterrand à la direction du Parti Socialiste, non pas en dépit du fait que Mitterrand est la vedette que le P.C.F. a fabriqué en 1965, mais précisément parce qu'il est cette vedette, parce que la politique du Parti Communiste Français a fait de lui l'homme qui dans les discussions P.C.F.-P.S. pouvait obtenir le plus, en donnant le moins.

C'est d'ailleurs cette position de force de Mitterrand qui lui a donné la possibilité de réussir l'opération qu'il a tentée avec le Parti Socialiste, qui lui a permis lui, le nouveau venu, de prendre du premier coup la tête de ce parti.

Et il est de fait que si le Parti Communiste Français se battait depuis des mois sur le thème de l'union de la gauche, que si ses militants multipliaient les efforts pour vendre le petit livre orange, et que si, par voie de conséquence, la perspective d'un front commun du P.C.F. et du P.S. lors des prochaines élections législatives se faisait de plus en plus précise, ni Mitterrand ni le Parti Socialiste n'avaient encore pris le moindre engagement sérieux par rapport à la participation gouvernementale du Parti Communiste Français en cas de victoire de la gauche.

Mitterrand se déclare certes partisan de l'union de la gauche. Mais la première ligne du programme commun de gouvernement que le Parti Communiste Français réclame à cor et à cri depuis des années n'est pas encore écrite, le P.S. se contentant de faire traîner en longueur la rédaction de son propre programme. Mais le Parti Communiste Français n'a pas la moindre garantie sur ce que pourrait être sa place dans la nouvelle majorité, sa participation au gouvernement, en cas de victoire de la gauche aux élections. Car la préoccupation majeure du Parti Socialiste, c'est de bénéficier des voix du P.C.F., c'est de « plumer la volaille » (pour reprendre une formule qui fit fortune en son temps en sens inverse) aux moindres frais, et en prenant le minimum d'engagement.

Si le Parti Communiste Français avait opté pour l'abstention, comme le lui demandait Mitterrand, il aurait fait là une nouvelle concession gratuite (l'abstention étant bien plus importante pour le P.S. qui ne peut pas décemment voter « oui » à l'Europe... et à Pompidou tout en prétendant au titre de grand parti d'opposition, et qui ne peut pas non plus voter « non » à l'Europe) dont il n'aurait tiré aucun avantage dans ses rapports avec le Parti Socialiste. Tout au contraire, le P.C.F. se serait trouvé dans une position beaucoup plus difficile au lendemain d'un référendum ayant vu une victoire de l'abstention, et de l'union de la gauche par la même occasion, pour taper du poing sur la table, exiger des garanties, et menacer sans aucune raison politique avouable, aux yeux de l'électeur moyen, de rompre l'unité avec le Parti Socialiste s'il n'obtenait pas satisfaction.

C'est dans ce contexte-là qu'il faut comprendre le refus du Parti Communiste Français (après manifestement bien des discussions et des hésitations à l'intérieur de sa direction) de s'aligner sur le Parti Socialiste. Sans doute prend-il ainsi le risque de diminuer les chances d'une victoire de la gauche lors des prochaines élections législatives, surtout si celles-ci ont lieu dans la foulée du référendum. Mais une telle victoire n'a d'intérêt pour lui que si elle lui apporte un minimum de satisfaction en tant que « parti de gouvernement », que s'il est certain que son rôle ne se limitera pas à tirer les marrons du feu pour d'autres. Et même si les prochaines élections législatives sont proches, bien des retournements et des réconciliations sont encore possibles, si Mitterrand comprend la leçon et signe le contrat que le P.C.F. lui demande.

Le Parti Communiste Français a toujours expliqué que dans ses rapports avec le Parti Socialiste il savait être unitaire pour deux. Il y a manifestement des circonstances où cet unitarisme à sens unique lui pèse. Mitterrand vient de s'en rendre compte. La balle est maintenant dans son camp.

François DUBURG

P.C.F.-P.S. : Des négociations laborieuses. (Ph. U.P.I.)

Échec de la journée d'action "Pour les revendications et contre la répression et les provocations gauchistes"

LA C.G.T. avait décidé de faire du 22 mars une grande journée d'action « pour les revendications, contre la répression et contre les provocations gauchistes ». *C'était, paraît-il, sa manière de protester contre la répression du pouvoir et du patronat.*

Et bien, en fait de grande journée d'action, la C.G.T. en a été pour ses frais. Dans la plupart des entreprises il n'y a eu aucun débrayage et cette journée s'est limitée à la distribution d'un tract (comme à Citroën Clichy, à la Sagem Argenteuil, à la Banque Nationale de Paris, aux Assurances Générales de France), ou à la signature d'une pétition (chez Walter, à la Compagnie des Compteurs de Montrouge, etc.). Mais dans de très nombreuses entreprises, il n'y a rigoureusement rien eu (Renault Billancourt et Flins, Citroën Balard, Bronzavia, Westinghouse, etc.). Il faut faire de laborieuses recherches pour découvrir les entreprises où un débrayage a eu lieu. Mais même dans ces dernières, le caractère anti-gauchiste des débrayages était souvent fort atténué.

Par exemple à la Polymécanique (Pantin), la C.G.T. seule appela à débrayer le 21 en tentant de mélanger la revendication des 40 heures (posée ce jour-là dans le cadre de la journée nationale C.G.T.-C.F.D.T.) et ses attaques anti-gauchistes. Il n'y eut qu'une centaine de grévistes sur les 1 200 travailleurs que compte l'entreprise. La plupart du temps le débrayage était fixé en fin de journée et aucun meeting ou manifestation n'était prévu. C'est le cas à Carbone Lorraine où 60 % des travailleurs sont sortis une heure avant l'heure normale. Notons qu'ici la C.G.T. avait plus mis l'accent sur les revendications que sur les provocations gauchistes. A Chausson, seuls 20 % des travailleurs débrayent contre 80 % habituellement. A l'E.G.F., 200 à 300 présents au meeting central de la rue Condorcet. C'est peu pour une corporation qui, en règle générale, réunit quelques milliers d'employés lors des manifestations centrales.

Les seules exceptions ont été, pour la région parisienne, certains fiefs traditionnels du P.C.F. et de la C.G.T. A Norton (La Courneuve), la sortie anticipée de deux heures voit 80 % des travailleurs de l'équipe du matin quitter le travail, 60 à 70 % de la normale et 90 % de l'équipe du soir.

A la S.K.F. (Ivry), les débrayages s'étendirent sur deux jours, les 21 et 22 mars. 65 % des travailleurs participèrent au premier, 80 % au second. Mais seuls 15 % des grévistes étaient présents aux manifestations organisées par la C.G.T.

Mais, dans l'ensemble, cette journée a été un échec. Non seulement les travailleurs n'ont pas répondu à l'appel de la C.G.T. car ils désapprouvaient le caractère anti-gauchiste donné à cette action (même lorsque ce caractère était soigneusement camouflé par les revendications), mais bien souvent ce sont les militants de la C.G.T. et du P.C.F. qui, devant l'état d'esprit de leurs camarades de travail, n'ont même pas osé proposer une action sous quelque forme que ce soit.

J. L.

Collusion P.C.F.-police sur le port de Marseille

NOUS avons relaté dans notre dernier numéro l'agression dont furent victimes nos camarades sur le port de Marseille à l'occasion de la journée d'explication des révolutionnaires. Le P.C. vient de réitérer, sous une autre forme, son exploit de la semaine précédente.

Alors que la diffusion du bulletin Lutte Ouvrière **- Port de Marseille se déroulait sans problèmes, un groupe d'une cinquantaine de militants du P.C.F. a entouré nos camarades. Au lieu de l'agression physique immédiate, ils ont choisi cette fois-ci d'intimider les dockers et de les inciter à ne pas prendre nos tracts.**

Un individu en imperméable arrivé sur ces entrefaits a pris un de nos camarades à l'écart, lui demandant de le suivre, en affirmant être de la police. « Vous créez le désordre sur la voie publique » **affirma-t-il.**

A l'exigence du camarade de présenter sa carte de police, il en sortit une. Mais par erreur, il montra aussi l'autre face de son porte-carte, contenant une carte du Secours Populaire (organisation de solidarité contrôlée par le Parti Communiste Français)...

Malgré l'attroupement grossissant des militants du P.C.F., des groupes de dockers prirent nos tracts, parfois ostensiblement. Vers la fin de la diffusion, un jeune du P.C., en mal d'action, arracha les tracts des mains d'une jeune camarade. Dans la bousculade qui en résulta, le flic en civil s'en est pris de son côté à la camarade agressée, joignant ses efforts à ceux des militants du P.C., au milieu des encouragements de ces derniers (« Prenez-la, c'est la plus emm... », **etc.).**

Deux flics en uniforme apparurent sur les lieux et se mirent de la partie en essayant de s'emparer de nos camarades. Se transformant ouvertement en auxiliaires de la police, les nervis du P.C. tentèrent de bloquer les diffuseurs qui cherchaient à s'éloigner. « Ne t'en va pas, voyons, maintenant que la police est là », **clamait glorieusement tel chantre de la démocratie avancée, tout en retenant un diffuseur.**

Pour une démonstration du vrai visage du P.C.F. c'en était une. Les dockers encore présents sur les lieux l'auront retenue comme telle. Les « démocrates » du P.C.F., plutôt que d'admettre la diffusion d'un tract révolutionnaire, préfèrent la collusion franche et publique avec la police.

Correspondant L.O.

leur nouvelle société

LA CONCEPTION MARCELLINESQUE DE LA DÉFENSE DES LIBERTÉS

MILLE trente-cinq gauchistes condamnés à des peines de prison et trois cent cinquante-quatre étrangers expulsés : voilà un bilan partiel de l'activité du ministère de l'Intérieur depuis juin 1968, bilan dont Marcellin s'est félicité au Congrès des commissaires de police qui s'est tenu le 18 mars à Reims.

Et Marcellin de préciser, avec beaucoup d'assurance, que si l'activité de l'extrême-gauche menaçait si peu que ce soit les institutions, ses services sauraient « aussitôt mettre en application les articles du code pénal qui répriment l'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, et sauraient où frapper ».

Heureusement qu'il y a la police pour nous préserver des mauvaises rencontres dans les jardins publics.
(Ph. U.P.I.)

Avouons qu'il en est un qui doit les trouver saumâtres, ces belles rodomontades : c'est M. Nogrette ! Il n'y a pas si longtemps, il a pu se rendre compte par lui-même de ce que Marcellin et ses sbires savaient, en effet, où frapper (certes, ils ont frappé à un bon nombre de portes, mais justement pas à la bonne) !

Mais passons. Encore une fois, à l'occasion de ce Congrès des commissaires de police, l'Etat a dévoilé son caractère de plus en plus policier. Car on y a parlé abondamment d'une nouvelle trouvaille qui serait à l'étude et pourrait bien entrer en application sous peu : l'allongement de la garde à vue.

Actuellement, n'importe qui peut être retenu, sans aucune justification, et sans jugement, quarante-huit heures dans les locaux de la police, à la seule fin d' « instruction d'une affaire ». Désormais, ce délai de « garde à vue », si le Parlement suit les volontés de M. Marcellin, pourrait encore être prolongé, pour les délits de droit commun (mais qui juge du caractère du délit, sinon la police elle-même ?). Certes, Marcellin a sa façon à lui de présenter les choses : « C'est une mesure nécessaire au maintien de la sécurité publique que l'on a tort de considérer comme une atteinte aux libertés individuelles. Réglementée et contrôlée, elle constitue, au contraire, une garantie sérieuse pour chacun ». **Bien sûr !**

Encore une fois, et comme il se doit dans toute bonne république dite « démocratique », c'est au nom de la liberté de tous que l'on restreint les libertés de chacun.

Michelle VERDIER.

Un citoyen au-dessus de tout soupçon

Il y a quinze jours Minute, *dans la série des articles intitulés « Les Cagoulards du gauchisme » a publié une interview de deux pages consacrée à M. Micheletti, chef d'atelier chez Renault, au département 74.*

Il n'était nul besoin d'un article de Minute *pour présenter Micheletti aux travailleurs de l'île Seguin où — après avoir sévi chez Fiat — il s'était illustré depuis deux ans par ses sanctions, brimades et licenciements, s'établissant une solide réputation de garde-chiourme. Pour protester contre ses agissements, de nombreux débrayages avaient eu lieu, en particulier ces derniers mois en peinture et tôlerie (Bas Meudon).*

Au début de l'année, il avait licencié une travailleuse sympathisante maoïste sous prétexte qu'elle avait arrêté la chaîne quelques secondes. Cela lui valut d'être dénoncé par tracts par les maoïstes qui affichèrent quelques temps plus tard à la porte Zola sa photo, ainsi que celle du chef du département 74.

Lorsque la direction mobilisa toute la maîtrise contre les travailleurs maoïstes venus protester contre leur licenciement, après la mort de Pierre Overney, Micheletti se trouvait en première ligne.

Dans Minute, *Micheletti affirme très bien connaître Tramoni, l'assassin d'Overney et déclare : « J'évite de porter une arme, parce que je risquerais de m'en servir. » Pourtant si l'on en croit les dires de M. Bobin (adjoint au chef du personnel et prédécesseur de Nogrette), à des délégués C.F.D.T., cet individu est armé et la direction ne pourrait rien, paraît-il, pour l'en empêcher. Micheletti précise en outre qu'il vient et part de l'usine sous la protection de la police car il aurait été « menacé de mort ».*

Micheletti termine ainsi : « Je ne pensais pas qu'un jour on me condamnerait à mort pour avoir voulu gagner le pain de mes enfants ».

Que les maoïstes aient menacé Micheletti de le rosser, cela est bien possible, après tous les méfaits qu'il a commis.

Qu'il ait été menacé de mort, cela ne relève que de son imagination.

En tout cas, ce monsieur se soucie fort peu du sort des enfants de ceux qu'il a fait licencier et condamner au chômage pour des semaines.

Pour sa part, la direction, qui craint peut-être, après le meurtre de Pierre Overney, de ne pouvoir contrôler un de ses hommes de main qui risquerait de se servir d'une arme, a décidé de le remercier à sa manière en le mutant ailleurs qu'à Billancourt afin de le faire oublier.

La fermeture du jardin du Luxembourg :

Opération pâquerettes ?

LES étudiants des Beaux-Arts, pour protester contre le manque de crédits attribués à leur école et contre l'organisation de leurs études qu'ils condamnent, ont occupé à plusieurs reprises leur école, causant, paraît-il, des déprédations.

Réponse du gouvernement : le ministre des Affaires culturelles a décrété la fermeture de l'école.

Chassés de leur école, les étudiants décidèrent, le 15 mars, d'organiser « une fête » dans le jardin du Luxembourg, à quelques mètres des balcons du Sénat.

Réponse du gouvernement : fermeture du jardin du Luxembourg !

Décidément, la bourgeoisie et son Etat apparaissent bien embarrassés devant les troubles dans les facultés, les lycées et les collèges. La seule réponse qu'ils apportent aux revendications des jeunes et des étudiants est : « fermeture » et flics pour surveiller les portes closes.

Bien sûr, cueillir les quelques fleurs qui subsistent à Paris, piétiner les quelques mètres carrés de gazon qui ont résisté à l'invasion du béton des promoteurs parisiens ou peindre les statues pour leur donner meilleure mine peut sembler peu constructif ; mais, après tout, ce ne sont pas les étudiants des Beaux-Arts qui ont quitté leur école, ce sont les C.R.S. qui les ont expulsés.

Et, fidèle à sa politique, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de faire pousser des flics là où poussaient les pâquerettes.

Seuls les vieillards, les femmes accompagnées d'enfants et les enfants de moins de 13 ans (la contestation commence jeune en France !) ont été autorisés, pendant quelques jours, à passer les grilles « du Luxembourg »... entre deux haies de gendarmes, fusils à la bretelle. Les autres, pas question ! La presse a relaté l'histoire de ce jeune père de famille qui n'a pu rejoindre sa femme et son enfant pourtant à quelques mètres de lui, derrière les grilles, mais malheureusement pas... à portée de voix !

Autre conséquence de l'attitude brillante d'intelligence du gouvernement : les cars de C.R.S. et de gendarmes qui stationnent en nombre toujours plus grand sur le boulevard St-Michel occasionnent des embouteillages monstres sur la voie Nord-Sud.

Pensez-donc, les flics doivent être nombreux : il y a ceux qui cernent le Sénat ; on ne sait jamais, des fois que les contestataires des Beaux-Arts aillent peinturlurer les joues de nos vénérables sénateurs, histoire de les rajeunir. Il y a ceux qui s'apprêtent à intervenir aux Tuileries... où les étudiants de Vincennes ont élu domicile à cause du manque de locaux et de capitaux dont souffre leur faculté. Il y a ceux qui surveillent les contestataires qui pourraient profiter d'un moment d'inattention pour s'infiltrer déguisés en vieilllards ou en mère de famille, etc.

N. CLANCIER.

AU LYCÉE MONTAIGNE (Paris)

Les fascistes attaquent... les gauchistes passent en conseil de discipline

LE lycée Montaigne fermé depuis le 21 mars, les lycéens manifestants assiégés par la police dans la faculté de Jussieu : voilà une situation largement exploitée par la presse et qui n'a pas manqué de passer pour l'œuvre des « gauchistes » tant la vérité est cachée et les mensonges grossiers.

En fait ce sont les nervis d'Ordre Nouveau qui ont fait éclater les troubles à Montaigne. Ils étaient venus à plusieurs reprises, il y a quelques semaines, avec des barres de fer, pour attaquer ouvertement les lycéens qui sortaient et en priorité tous les contestataires un peu connus. L'escalade aidant, le 23 février c'était le proviseur qui avait été jeté à terre et frappé. Le 1er mars un professeur, Mlle Gosselin, avait reçu un coup de matraque. La police, bien sûr, laissait faire. Exactement comme au lycée Louis-Le-Grand en 1969, où des attaques de ce genre s'étaient produites, les policiers n'arrivaient toujours qu'une demi-heure après. Les professeurs eux-mêmes remarquèrent que, pour les gauchistes, la police était nettement plus rapide et cernait le lycée pendant des semaines.

Depuis le début du mois, la riposte lycéenne s'étant organisée, l'Administration a frappé. Mais devinez comment ? Des élèves, gauchistes, devaient passer en conseil de discipline, pour insolence, inscriptions sur le panneau d'affichage (?) et complicité pour transports de barres de fer... Il faut rappeler à ce propos que le lycée Montaigne avait été en automne dernier l'un des plus touchés par la réforme Guichard et la tentative de « reprise en main » des élèves par l'Administration.

Bref, on accuse qui l'on veut et sous les prétextes que l'on peut. Et comme les lycéens réagissaient pour défendre leurs camarades, par des grèves le 20 et 21 mars, et, comble de la... violence, par un sit-in *pacifique devant le lycée, les policiers sont venus au bout de quelques minutes, ont chargé jusqu'à l'intérieur de l'établissement et ont blessé quatre élèves dont deux ont dû être hospitalisés. Les heurts se poursuivirent dans le jardin du Petit Luxembourg, où l'on vit les commandos d'Ordre Nouveau seconder la police dans sa chasse aux élèves.*

Dominique LEGER.

(Ph. E. Kagan)

MONTLUÇON : LA POLICE FRANÇAISE A RECULÉ

Quatre objecteurs sont relaxés

QUATRE étudiants de l'IUT et du Lycée technique viennent d'être jugés par le tribunal de Montluçon et relaxés, près d'un an après le début de leur inculpation.

En avril 1971, ils avaient distribué un tract pour informer le public sur la loi accordant le statut d'objecteur de conscience qui donne la possibilité aux appelés de faire un service civil à la place du service militaire.

L'hypocrisie de l'Etat bourgeois est telle que le simple fait de faire connaître le texte de cette loi votée à l'Assemblée nationale est... un délit !

Ils ont donc été poursuivis pour « incitation d'autrui à bénéficier INDUMENT (!) du statut d'objecteur de conscience ».

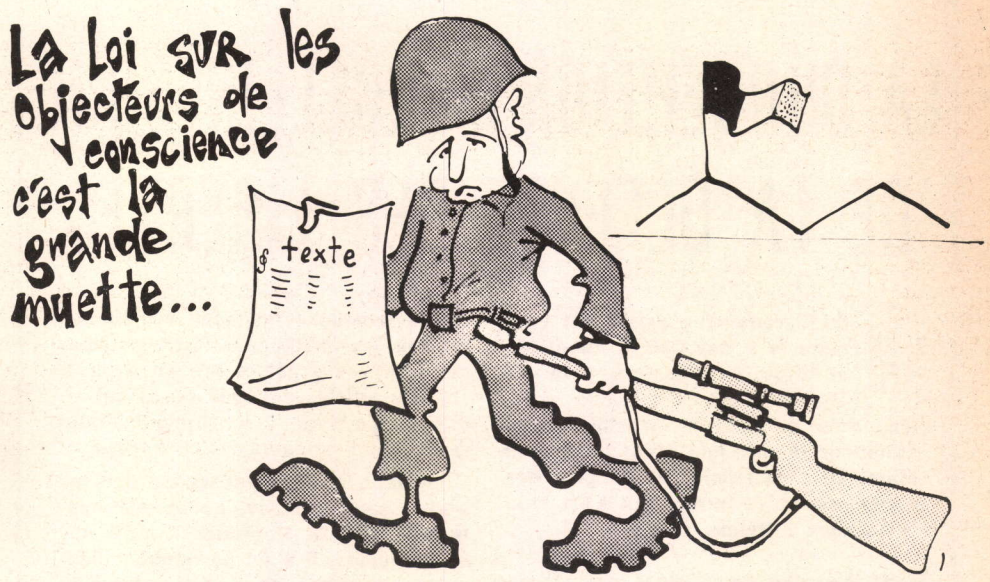
Devant l'indignation causée par cette affaire, une campagne de protestation était lancée : création d'un Comité de soutien, intervention de militants syndicaux, enseignants notamment. Aussi, le procès avait été plusieurs fois annoncé et repoussé en septembre, puis en décembre. Ce n'est finalement que le 1er mars qu'ils ont comparu devant le tribunal.

Alors, la campagne de solidarité reprenait de l'ampleur : articles dans la presse locale, inscriptions sur les murs des établissements scolaires, affiches en ville dénonçant les atteintes à la liberté d'expression. Aussi, malgré le refus du P.C.F. de participer à cette campagne, la population était largement sensibilisée.

C'est ainsi que l'après-midi du 1er mars, au moment du procès, quatre cents personnes, dont de nombreux étudiants et enseignants, se retrouvaient devant le tribunal dont la salle était archicomble. Au préalable, les quatre inculpés s'enchaînaient une heure devant le tribunal. A l'audience, le procureur réclamait le maximum : une peine de prison avec sursis et une amende, tout en admettant les circonstances atténuantes.

Un défilé traversait la ville, du tribunal à la sous-préfecture ; on entendait des chants antimilitaristes et des slogans réclamant la liberté d'expression.

Et, malgré de nombreux cars de C.R.S., tout se déroulait dans le calme. Le soir même, à Clermont-Ferrand, se tenait un



meeting de solidarité auquel participait Lutte Ouvrière.

Toute cette mobilisation n'a certainement pas été étrangère à la décision du tribunal de relaxer les quatre objecteurs de conscience. Il reste maintenant à obtenir la même chose pour tous ceux qui sont poursuivis pour les mêmes motifs.

Correspondant L.O.

éducation ou répression ?

C.E.T. VALMY (Colombes) :

Une semaine de grève contre une exclusion

LUNDI 6 mars, la majorité des élèves du C.E.T. Valmy à Colombes (90 %) se sont mis en grève pour exiger la réintégration d'un délégué de classe, muté d'office par l'Administration, sur la demande d'un seul professeur d'atelier bien connu pour ses opinions racistes, les autres professeurs n'ayant pas été consultés. Ce délégué avait pris la défense d'un élève frappé par le professeur de technologie, pour une plaisanterie lancée à haute voix.

Depuis le début de l'année, six élèves d'origine nord-africaine ont été mutés du C.E.T., tous pour des raisons arbitraires. Au C.E.T. Valmy, le racisme existe, en plus des brimades et de la discipline de caserne.

Mais cette fois, les élèves ont réagi.

Le jeudi, à 12 h 30, l'Administration et l'inspecteur d'Académie ferment le C.E.T., espérant ainsi intimider les élèves et les contraindre à reprendre les cours.

Vendredi matin, le C.E.T. étant fermé, les élèves se réunissent dans une salle fournie par la municipalité. Là, des représentants de l'U.N.C.A.L. et de la mairie (communiste) tentent de leur expliquer qu'il y a **« un complot fomenté par des éléments extérieurs »** et qu'il **« faut arrêter la lutte »**. Les élèves qui attendaient beaucoup du soutien de la municipalité ne comprennent plus, et manifestent bruyamment leur volonté de continuer la lutte.

Ils se rendent alors en manifestation au lycée voisin Robert-Schumann, où une grève de solidarité est déclenchée. Il est midi et demie, et l'Administration, affolée, ferme les portes de la cantine. Tout le monde se passera de déjeuner ! Mais l'ambiance est bonne.

Dans l'après-midi, les élèves du C.E.T. et les lycéens apprennent que l'inspecteur d'Académie a été appelé en renfort par le proviseur. D'autant que ce monsieur ne s'est pas déplacé tout seul : quinze cars de C.R.S. l'accompagnent ! Sa présence ne pouvait pas passer inaperçue dans ces conditions. Ils décident alors d'aller lui exposer leurs revendications et de se rendre dans le bâtiment administratif. Le proviseur et l'inspecteur, refusant tout dialogue, les élèves refusent de les laisser sortir, et les bloquent dans un bureau pendant deux heures.

Puis la situation menaçant de s'éterniser, les élèves décident d'aller manifester dans les rues de Colombes. Malgré la présence des C.R.S. en tenue de combat (casque, bouclier, matraque et fusils en bandoulière), et les exhortations des représentants municipaux et de l'U.N.C.A.L., la manifestation se forme avec les mots d'ordre :

— Réintégration de notre camarade.

— A bas le racisme au C.E.T.

— A bas l'école des flics et des patrons.

Jusqu'à 17 heures, c'est près de cinq cents élèves qui manifestent dans le centre de Colombes, avec une quinzaine de leurs professeurs. La majorité des enseignants soutiennent l'action des élèves. La population de Colombes n'est pas hostile, et trouve, au contraire, scandaleux le déploiement des forces de police.

Après la dispersion, de nombreux jeunes seront interpellés : contrôle d'identité, contrôle d'assurances de mobylette, avec insultes à l'appui !

Et finalement, lundi 13 mars, le Conseil de discipline décide la réintégration de l'élève, en lui infligeant toutefois trois jours de renvoi (qu'il vient de faire).

Malgré un tract émanant des Jeunesses communistes de Colombes, qui dénonce l'intervention **« d'éléments gauchistes extérieurs à l'établissement »** (!), les élèves du C.E.T. Valmy et les lycéens de R.-Schumann savent que, si l'Administration a cédé, c'est grâce à leur mobilisation et à la solidarité entre les deux établissements. D'ailleurs, si le Conseil de discipline avait maintenu l'exclusion, c'est tous les établissements scolaires de la région qui auraient été alertés, et appelés à se joindre au mouvement. Et les élèves ne sont pas prêts d'oublier que la seule façon de faire reculer l'Administration, c'est d'être unis et résolus.

Correspondant L.O.

LYCÉE DU CASTEL (Dijon) :

Les "conseillers d'éducation" jouent les flics

LE lycée du Castel (lycée, lycée technique et C.E.T.) est le plus gros établissement de Dijon. Depuis mai 1968, il y règne une certaine tradition de libéralisme et de tolérance. Mais depuis la rentrée, un conseiller d'éducation (le nouveau nom des... surveillants généraux) veut jouer les « terreurs ». Tout est prétexte à coups de gueule, vexations, brimades ou insultes. Pour la moindre des choses, il affiche son mépris des élèves. Mais tant va la cruche à l'eau...

LA PROVOCATION

Mardi 7, alors qu'une élève se trouve à la bibliothèque du lycée, son cartable « disparaît ». L'élève se rendant compte de la « disparition » s'inquiète lorsque surgit l'un des conseillers d'éducation qui annonce que c'est lui qui l'a pris.

Il entraîne l'élève dans le bureau du censeur où, vociférant et hurlant, il la retient une quinzaine de minutes, lui reprochant ses opinions politiques et la présence du journal Lutte Ouvrière *dans son sac. Il se propose même de jouer les flics bénévoles en voulant téléphoner aux R.G. Il faudra l'intervention d'un autre membre de l'Administration pour qu'il ne le fasse pas. Et pour finir, il refuse de rendre le sac :* « Vous viendrez le chercher demain chez le proviseur. »

LA RIPOSTE

Mercredi 8, des affichettes apparaissent dans le lycée dénonçant le vol et nommant le voleur. L'Administration refuse de rendre le sac. Jeudi 9, l'élève dont le sac a disparu, distribue un tract dans lequel elle s'adresse aux élèves, dénonçant de telles méthodes et appelant tous ceux que de tels procédés policiers révoltent à lui apporter leur soutien. A 10 h, 150 élèves se réunissent devant les bureaux administratifs et exigent le sac. L'Administration tergiverse et à 11 h le sac n'est toujours pas rendu.

Vendredi 10, un tract signé des lycéens du Castel dénonce le conseiller d'éducation, ses procédés et les méthodes de basse police qu'il entend faire régner dans le lycée. A 9 h, la direction rend le sac. A 10 h, une assemblée générale réunit environ 250 élèves où les thèmes du tract sont développés. En outre, les élèves demandent la mutation du conseiller dont le bureau est bloqué... mais l'oiseau n'est plus au nid ! Par groupes, jusqu'à midi, des dizaines d'élèves vont parcourir les classes, prenant la parole et faisant signer une pétition (plus de 850 signatures) qui est portée au proviseur.

Depuis ce jour, le conseiller d'éducation a disparu du lycée. Il vient de se mettre en congé jusqu'aux grandes vacances. L'an prochain, il risque de ne pas revenir au Castel. D'après certains bruits, il demanderait sa mutation.

Quoiqu'il en soit, les lycéens du Castel ont remporté là une victoire. Ils ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à tout accepter. Brimades, vexations, insultes... tout cela a une limite. Les lycéens du Castel l'ont bien montré !

Correspondant L.O.

Au Congrès du Parti Communiste Italien :

L'ennemi est à gauche... et non à droite !

LE Congrès du Parti Communiste Italien vient de se tenir à Milan. C'est en Italie un événement d'importance, ne serait-ce que par la place que tient le Parti Communiste dans la vie politique. Le P.C.I. est le premier Parti Communiste d'Europe, avec 1.500.000 membres déclarés (plus de trois fois le nombre déclaré des adhérents du P.C. Français), 26,9 % des suffrages aux élections de 1968, et 177 députés à l'Assemblée nationale (chiffre qui est en progression constante depuis 1946). C'est dire que la voix du Congrès communiste a une certaine importance.

Cela est d'autant plus vrai que ce Congrès survient alors que l'Italie connait une situation préoccupante : le pays connait depuis maintenant des mois une stagnation économique, un renforcement du chômage, auxquels s'ajoute depuis le mois de décembre une nouvelle crise politique : la difficile élection de Giovanni Leone à la présidence de la République a été suivie de peu d'une crise ministérielle comme l'Italie en connait périodiquement. Mais cette fois, il n'a pas été possible, comme dans les précédentes, de parvenir à un nouveau replâtrage de la coalition de centre-gauche : la Chambre a été dissoute, et de nouvelles élections auront lieu le 7 mai.

La montée de l'extrême-droite...

Mais surtout, c'est dans une atmosphère lourde que ces élections se préparent. Depuis le succès électoral du parti néo-fasciste M.S.I., au mois de juin dernier, chacun redoute la montée de ce parti. D'autant plus que l'actualité politique vient de braquer les projecteurs sur les menées obscures de l'extrême-droite et sur la complicité d'une partie de l'appareil d'Etat : l'ouverture à Rome du procès

Devant la montée de l'extrême-droite, le P.C.I. maintient les illusions électoralistes. (Ph. U.P.I.)

de Pietro Valpreda a remis à la mémoire de tous l'attentat de décembre 1969, qui fit plus de dix morts dans le hall de la Banque de l'Agriculture à Milan. Alors que l'extrême-gauche dénonce dans cet attentat un « massacre d'Etat », commis par l'extrême-droite afin de créer une atmosphère propice à ses desseins, alors que de nombreux indices donnent à penser que les responsables sortent bien des rangs fascistes, la magistrature italienne s'obstine à ne poursuivre ses investigations qu'à gauche, maintenant en prison contre toute évidence l'anarchiste Valpreda. Quant à la disparition suspecte de la plupart des témoins, à commencer par l'anarchiste Pinelli, « tombé » du septième étage de la Questure de Milan, elle ne semble pas inquiéter outre mesure les juges.

Enfin, le dernier élément en date est l'assassinat, camouflé en accident, de l'éditeur gauchiste Giangiacomo Feltrinelli, sans doute dû lui aussi à l'extrême-droite, et dénoncé comme un nouvel élément du « massacre d'Etat ».

...et l'attitude du P.C.I.

Dans cette atmosphère où la droite fasciste relève la tête, s'enhardit, et compte bien tirer parti de la lassitude de la population — et en particulier de la petite-bourgeoisie — devant la crise économique et politique, que propose le Congrès du grand Parti Communiste, fort de ses 1.500.000 adhérents ? Que propose le plus grand P.C. d'Europe occidentale, longtemps présenté comme « d'esprit novateur », « non dogmatique », et « ouvert à la critique », au contraire du P.C. Français ?

Eh bien, le grand P.C.I. n'est en définitive ni plus à gauche, ni même plus accessible à la critique ou plus apte à une analyse juste des événements. De ses tribunes coule le même déluge insipide de paroles mille fois répétées. Comme si rien ne se passait au dehors, le secrétaire général Enrico Berlinguer continue invariablement de faire ses offres de service à la bourgeoisie italienne. La seule solution à la crise, affirme-t-il, est la participation gouvernementale des communistes. D'ailleurs, la crise est due selon lui, à la Démocratie Chrétienne qui, « placée devant le contraste de plus en plus profond entre la maturation et la nécessité d'un tournant démocratique et les résistances qui s'y opposent, a mis le cap à droite ». **Le tout est donc de la convaincre qu'elle a tort de ne pas vouloir s'allier au P.C., et de poursuivre le** « dialogue avec les catholiques » **afin d'obtenir** « un déplacement politique des courants catholiques et leur entente avec les forces socialistes et communistes ». **Le tout est de se faire encore une fois plus plat qu'une limande, afin de démontrer aux chefs de la Démocratie Chrétienne et à la bourgeoisie italienne que le P.C.I. est un parti responsable et efficace, un parti de gouvernement pas dangereux pour deux sous, et qui, une fois au pouvoir, sera un sûr garant de l'ordre social.**

Mais si après cela, les dirigeants démocrates-chrétiens et les « catholiques » s'obstinent à regarder vers la droite et à tenter de faire faire au pays un tournant à droite, que fera Enrico Berlinguer ? Il ne le dit pas, mais sa réponse est claire : il faudra alors continuer le dialogue jusqu'à ce que la Démocratie Chrétienne « comprenne » que son intérêt est de s'allier au P.C.... En somme, les travailleurs n'ont d'autre solution que d'attendre son bon vouloir et, le cas échéant, de l'aider à venir en votant à gauche ; mais surtout, qu'ils ne tombent pas dans les « provocations gauchistes » ou « l'aventurisme sans principe de quelques petits groupes de provocateurs » **qu'il faut** « dénoncer sans hésitation », **en** « montrant nettement qu'ils sont absolument étrangers au mouvement ouvrier et de connivence avec les forces de la réaction » **comme l'a déclaré un communiqué du P.C.I. Comme on voit, les raisonnements du P.C. Italien, tout « novateur » qu'il soit, ont une tendance fâcheuse à ressembler à ceux de Georges Marchais : les deux « partis de gouvernement » de part et d'autre des Alpes sont conduits à traiter de « provocateurs » tous ceux qui osent proposer des formes de lutte plus radicales que le sacro-saint bulletin de vote.**

Une politique criminelle

Mais pour prix de son aplatissement, le P.C. Italien risque fort de ne recevoir que de la monnaie de singe. Car si les chefs de la Démocratie Chrétienne ont une telle tendance à regarder à droite, ce n'est pas parce qu'ils « se trompent ». C'est, de leur part, un choix politique : celui de la bourgeoisie italienne qui ne veut pas voir le P.C. au pouvoir, tout « respectable » qu'il soit. Plutôt que d'en venir à cette solution, elle préfère encore supporter une crise politique et des gouvernements instables du fait qu'un quart des députés — ceux du P.C. — sont a priori exclus de toute coalition gouvernementale. Elle préfère mettre ses espoirs dans l'établissement d'un régime — à la française ou même à la grecque — qui supprimerait radicalement la représentation parlementaire communiste. Dans cette optique, l'agitation des fascistes qui proposent précisément de lutter contre l' « emprise communiste sur l'Italie », n'est pas pour déplaire à la bourgeoisie. Le fait que les fascistes aient plus confiance dans la dynamite ou la matraque que dans le bulletin de vote ne la choque guère. Beaucoup moins, en tout cas, que les « violences » venant de gauche.

Au moment où cette offensive de la droite et de l'extrême-droite se développe ouvertement, où la bourgeoisie cherche à remettre en cause son propre système politique, le P.C. Italien continue de ne connaitre que le bulletin de vote et le « dialogue » avec ceux qui se préparent à l'égorger... et à égorger à sa suite la classe ouvrière. Il est vrai que Enrico Berlinguer trouvera toujours des res-

Le prince Borghèse, leader d'extrême-droite, touchant le drapeau fasciste en signe d'allégeance à Mussolini. (Ph. U.P.I.)

ponsables à la catastrophe qu'il prépare : les « gauchistes », « provocateurs », coupables d'avoir dit que le combat de la classe ouvrière ne se mène pas avec des bouts de papier.

André FRYS.

Sud-Ouest africain :

Les racistes sud-africains doivent reculer

LE secrétaire général de l'ONU, Waldheim, a fait les 6 et 7 mars une visite en Namibie.

Si ce territoire appelé aussi Sud-Ouest africain est en effet annexé à l'Afrique du Sud, en principe Prétoria n'y dispose que d'un mandat de l'ONU.

L'ONU ne s'était jamais beaucoup préoccupée à vrai dire de ce territoire de près d'un million d'habitants. Pour cela il aura fallu que la fièvre commence à y régner : la fièvre c'est-à-dire la grève générale des travailleurs africains d'ethnie ovambo, au mois de janvier.

Toute l'économie de ce territoire repose en effet sur la déportation de ces 40.000 travailleurs ovambos qui, pour faire vivre les leurs, doivent aller travailler sous contrat hors de leur territoire tribal, sans l'ombre d'un droit quelconque, et doivent résider en dehors de leurs heures de travail dans un « compound », sorte de camp de concentration.

Malgré l'absence totale de droits et la répression policière féroce, les travailleurs ovambos ont réussi en un mois de grève à désorganiser la production industrielle, l'extraction minière, l'activité ferroviaire. Ils n'ont repris — provisoirement — le travail qu'après la dissolution par le gouvernement sud-africain de la SWANLA, la société qui avait le monopole de l'embauche.

Désormais, les contrats de travail sont négociés avec le gouvernement autonome des Ovambos. Ce succès est en fait un premier recul du « pouvoir blanc » en Namibie, un recul des racistes sud-africains qui doivent bien admettre que leur régime de surexploitation et de terreur a des limites et pas seulement en Namibie mais dans toute l'Afrique australe.

Jean HAINAUT.

U.S.A. Que sont les élections primaires?

LES élections primaires de Floride ont été le coup d'envoi de la course des candidats, tant démocrates que républicains, pour tenter d'obtenir de leurs partis respectifs l'investiture officielle pour l'élection présidentielle.

Car si l'ambition de tout homme politique américain d'envergure est de parvenir un jour à la Maison Blanche, il ne peut raisonnablement espérer ce résultat que s'il est officiellement soutenu par les Démocrates ou les Républicains. Et bien que l'histoire des USA soit riche en troisièmes candidats indépendants de quelque importance jamais ces derniers ne parvinrent à vaincre.

Les élections primaires sont un des moyens que possède le futur candidat pour se faire connaître et pour tenter d'influencer la Convention Nationale de son parti qui se réunit tous les quatre ans et qui, en dernière analyse, désigne le candidat du parti dans la course à la présidence.

Ces élections datent de 1908. Elles n'ont aucun caractère officiel et servent simplement de baromètre pour connaître le choix et les préférences de l'opinion publique (ou du moins d'une fraction d'entre elle).

Tout citoyen d'un Etat prévoyant une élection primaire peut s'inscrire sur une liste démocrate ou républicaine de votants. Cela ne l'engage d'ailleurs nullement à voter pour l'un ou l'autre des partis le jour de l'élection présidentielle.

Dans ces élections, l'électeur ne désigne le candidat à la présidence qu'indirectement. En effet de ces « primaires » sortiront les noms des délégués de l'Etat à la Convention Nationale du parti. Mais comme ces délégués se déclarent en faveur de tel ou tel candidat présidentiel, leur échec ou leur victoire sera considéré comme celle du candidat qu'ils soutiennent. Mais, ce sont là où les choses se compliquent : lesdits délégués, une fois élus, ne seront nullement tenus, le jour de la Convention, de soutenir le candidat qu'ils affirmaient soutenir jusqu'alors.

Une minorité d'Etats

Seule une minorité d'Etats américains (14 sur 50) connaissent de véritables primaires présidentielles. Dans les autres se sont des Conventions locales des Partis, Démocrate ou Républicain, qui procèdent à l'élection des délégués à la Convention Nationale.

De plus le fédéralisme américain, encore très fort au niveau local, fait que les règles qui président aux primaires varient d'un Etat à l'autre.

Prenons quelques exemples.

Dans le Nébraska, l'Illinois, la Pennsylvanie, la Virginie de l'Ouest et le district de Columbia (qui entoure la capitale Washington), le bulletin de vote n'indique pas le choix du délégué à la Convention Nationale pour un candidat précis. Dans ces Etats, la primaire présidentielle est généralement doublée d'un « sondage présidentiel » qui permet à l'électeur de choisir, en plus du délégué, un des candidats à la présidence.

La Convention republicaine à Chicago lors de l'élection d'Eisenhower : kermesse ou élections ? (Ph. A.F.P.)

Dans le Massachusetts, le New Jersey et le Dakota du Sud le bulletin de vote peut indiquer le choix du délégué à la Convention Nationale si le candidat y consent. Mais les délégués ont toujours la possibilité de se présenter comme n'ayant pas de préférence.

En Floride, dans le New Hampshire et en Oregon le candidat n'a pas le droit de refuser son consentement au délégué.

En Californie, dans l'Ohio et le Wisconsin le bulletin de vote indique obligatoirement le choix du délégué pour tel ou tel candidat.

Des candidats milliardaires

Non seulement pour gagner mais même pour participer à une élection primaire présidentielle le candidat doit bénéficier de ressources financières considérables. Il doit, pour avoir une chance raisonnable de faire bonne figure, paraître à la télévision, parler à la radio, parcourir l'Etat, louer des pages entières de publicité dans les journaux locaux, sortir parfois lui-même ses propres journaux électoraux mais aussi composer avec les personnalités locales du parti c'est-à-dire bien souvent faire « généreusement » don d'importantes sommes d'argent.

De ce fait le candidat doit jouir d'une fortune personnelle considérable ou bien avoir le soutien de groupes financiers importants. En temps normal cela suffit à écarter ceux qui n'appartiennent pas à la classe dirigeante, ou ne lui sont pas directement liés.

Mais, même s'il a gagné une ou plusieurs primaires, le candidat n'est pas pour autant sorti de ses peines. Car rappelons que ces primaires ne touchent que 14 Etats sur 50. Dès avant la Convention il faudra tenter de manœuvrer les délégués des autres Etats, voire de les corrompre. Le candidat doit alors négocier avec les leaders du parti, les notabilités, les sénateurs, les députés au Congrès, ou tout simplement les « bosses », c'est-à-dire les patrons des machines politiques locales. Et là encore, outre les promesses de postes en cas de victoire, ce seront parfois des millions et des millions de dollars à débourser.

Et cela est bien à l'image des USA, la première démocratie du monde. Une curieuse démocratie où tout est fondé sur l'argent.

J.L.

Moyen-Orient Le plan d'Hussein : une fédération jordanienne aux dépens du peuple palestinien

QUAND le roi Hussein de Jordanie a présenté son plan de règlement du problème palestinien, on s'est plu à présenter ce projet, dans les chancelleries et les agences de presse, comme étant le résultat de la seule initiative du dirigeant jordanien. Mais un plan qui prévoit de faire de la Jordanie un Etat fédéral, où la Cisjordanie — actuellement occupée par Israël — deviendrait terre palestinienne fédérée à l'Etat jordanien, comment aurait-il pu être élaborée par Hussein seul, sans consultation au moins des Etats-Unis ? Du reste, à Washington, on reconnaissait avoir eu connaissance du projet avant sa divulgation officielle.

On pourrait même presque dire que, parmi les protagonistes de la crise du Moyen-Orient, seuls les Palestiniens, dont le sort est pourtant en jeu dans le projet, n'ont pas été consultés.

Ce plan n'est pas nouveau. Déjà, en août 1970, Hussein avait envisagé la possibilité de former une fédération jordanienne par voie de référendum, après la restitution de la Cisjordanie par Israël. Ce qui ne l'empêcha pas, au contraire, un mois après de lancer ses troupes contre les camps palestiniens, décimant la population, et démantelant les organisations palestiniennes.

Aujourd'hui, Hussein voudrait faire passer son projet pour généreux. Mais ce projet, les organisations palestiniennes l'ont dénoncé en affirmant qu'elles n'admettraient pas de solution qui se fasse à leurs dépens. Car c'est bien cela que prépare Hussein : le projet ne vise à rien d'autre qu'à mettre au pas la résistance palestinienne, en offrant aux Palestiniens un territoire totalement contrôlé par la Jordanie, au travers de l'Etat fédéral.

Si depuis longtemps Hussein apparaît comme le dirigeant arabe le plus soumis aux intérêts impérialistes, et accessoirement à Israël, on ne peut pas dire que les autres dirigeants arabes aient pris nettement position jusqu'à présent. Car, ce qu'ils recherchent tous — de Hussein à Sadate — c'est un modus vivendi au Moyen-Orient, une solution temporaire qui leur permettrait de faire face aux difficultés qu'ils éprouvent à tenir en haleine une population à qui l'on impose toutes sortes de sacrifices au nom de la nécessaire revanche contre Israël. Or cette revanche se fait attendre. C'est particulièrement le cas de l'Egypte où Sadate doit faire face à une montée du nationalisme.

Continuer une politique d'atermoiements, dans ces conditions, serait dangereux ; mais laisser libre cours au nationalisme, proclamer à nouveau la guerre sainte le serait tout autant. Car le gouvernement égyptien actuel ne résisterait pas à une nouvelle débacle militaire.

Aussi, on peut dire que, au-delà de leurs déclarations publiques fracassantes, tous les dirigeants arabes ont intérêt à un règlement négocié avec Israël.

Tout cela est bien éloigné des aspirations du peuple palestinien. Celui-ci est le grand oublié. Massacré par les troupes jordaniennes, jugé indésirable ou parqué par les autres Etats du Moyen-Orient, le peuple palestinien n'a rien à attendre des dirigeants arabes. Certes, aujourd'hui, l'O.L.P. dénonce le plan de fédération jordanienne et l'entente entre Hussein et Israël. Mais l'organisation de Yasser Arafat porte une lourde responsabilité dans l'affaire. Car, pendant des années, elle a laissé faire, cautionnant même les dirigeants arabes chaque fois qu'ils en ont eu besoin. Mais le peuple palestinien qui vit depuis plus de vingt-cinq ans dans des camps, spolié et réprimé par Israël, massacré par les troupes jordaniennes acceptera-t-il, lui, de se laisser faire ?

Catherine LORAINE

Le peuple palestinien encore une fois laissé de côté par le plan Hussein (Ph. U.P.I.)

Irlande

L'Ulster sous l'administration directe de Heath

A FIN, paraît-il, de faciliter « la recherche d'une solution politique », le gouvernement britannique a donc décidé de prendre en main directement l'administration de l'Irlande du Nord. Pendant un an le Stormont, parlement de l'Ulster, est suspendu et tous ses pouvoirs législatifs et exécutifs sont transférés à Westminster. Heath a d'ailleurs déjà envisagé publiquement que cette suspension puisse être prorogée. Comme quoi le chef du gouvernement anglais ne se fait guère d'illusion sur la proximité de la solution politique, l'efficacité de ses plans de paix et les conséquences de l'administration directe britannique.

Fondamentalement d'ailleurs les décisions du gouvernement de Londres ne changent pas grand chose. Depuis 1969 c'est l'armée britannique qui assure le maintien de l'ordre en Ulster. Depuis cette date au moins c'est donc bien Londres plus que Belfast qui a en main la réalité du pouvoir dans cette partie de l'Irlande. Et depuis cette date aussi le fossé n'a fait que se creuser entre les deux communautés, catholique et protestante, de l'Ulster. Mettre fin à la fiction qui voulait que, bien que ce soient ses troupes qui quadrillaient Belfast ou Derry, ses paras qui fusillaient les manifestations des droits civils, et ses soldats qui tombaient sous les balles de l'IRA, le gouvernement britannique n'était pas impliqué directement dans l'affaire, clarifie peut-être la situation juridique. Cela ne change rien aux données du problème que doit résoudre Heath.

Au début de ce siècle devant la croissance du nationalisme irlandais l'impérialisme britannique réussit à persuader la communauté protestante, tout entière, bourgeois, petits bourgeois et prolétaires que ses intérêts étaient différents de ceux de la communauté catholique. Quand l'Irlande obtint son indépendance, les six comtés à majorité protestante du Nord se séparèrent et lièrent leur sort à celui de l'Angleterre. Celle-ci avait réussi. L'Irlande était divisée, donc affaiblie. et affaiblis aussi les effets de l'indépendance.

Depuis cinquante ans en Ulster la politique de l'Angleterre fut semblable à celle qui lui avait si bien réussi dans les vingt premières années de ce siècle. Elle n'avait qu'à laisser faire. Une majorité protestante opprimait une minorité catholique, lui déniait l'égalité des droits, en faisait une communauté de deuxième zone sur laquelle les calamités sociales, chômage, manque de logement, pauvreté, inculture, s'abattaient en premier et avec plus de force. Dans le même temps pourtant cette majorité vivait dans la hantise d'une réunification possible de l'Irlande où elle deviendrait alors minoritaire et du coup à son tour, pensait-elle, opprimée comme l'étaient les catholiques en Ulster.

L'Irlande était divisée, les catholiques du Nord écrasés, les protestants inquiets, tout était pour le mieux pour l'Angleterre. Las, pour elle tout a changé depuis quelques années, depuis que la population catholique du Nord n'acceptant plus sa situation a entamé la lutte.

Cette lutte — comment s'en étonner en l'absence d'un parti révolutionnaire organisant la lutte sur des bases de classes ? — a très rapidement pris l'aspect d'un affrontement des deux communautés. Face aux revendications des catholiques, les protestants dont on ravivait la peur ne voyaient de salut que dans la défense du statu quo. Et les catholiques à leur tour devant l'incompréhension et l'hostilité des protestants reportaient de plus en plus leur espoir dans la réunification avec le sud.

Aujourd'hui, c'est la guerre civile entre les deux communautés qui forment deux mondes hostiles et séparés, et qui ont chacune leurs troupes de nationalistes intransigeants et en armes. Aux plasticages et aux attentats de l'IRA répondent les plasticages et les attentats des « vanquards » de William Craig, ancien ministre de l'Intérieur de l'Ulster.

Une telle situation de guerre civile, aux portes même de l'Angleterre, dans une des provinces du Royaume-Uni, est une épine, et de taille, dans le pied de l'impérialisme britannique. Une épine dont il aimerait bien se débarrasser.

Pour cela les dirigeants anglais seraient même prêts probablement à accepter ce que leurs prédécesseurs ont tout fait pour éviter il y a cinquante ans, une réunification du sud et du nord de l'Irlande. Après tout l'Eire est aujourd'hui aussi dominée par les capitaux britanniques que peuvent l'être l'Ecosse et le pays de Galles, et le régime de Lynch, conservateur et réactionnaire, est une garantie pour eux. Les divers plans de paix de Wilson ou de Heath, les conversations régulières que le gouvernement britannique entretient avec celui de l'Irlande du Sud à propos des problèmes qui se posent au nord, montrent bien que la bourgeoisie anglaise serait prête à une solution de ce genre.

Six morts et quatre-vingt-dix-sept blessés dans cet attentat à Belfast. Les propositions de Heath viennent trop tard pour pouvoir régler quoi que ce soit. (Ph. A.F.P.)

Mais voilà ! Il y a au nord un million de protestants qui sont persuadés, qu'on a tout fait pour persuader depuis 80 ans, que l'union avec le sud signifierait leur oppression, la fin de leur liberté et même leur fin tout court. Et il faut bien dire que la politique des calotins réactionnaires au pouvoir au sud ou celle des nationalistes de l'IRA n'est pas faite pour les en dissuader. Ils sont prêts à prendre les armes pour défendre l'Ulster, ou plus exactement beaucoup les ont déjà prises.

De l'autre côté les catholiques n'acceptent plus non seulement le sort qui leur a été fait jusque-là, mais même l'idée d'être une minorité dans un Etat à majorité protestante, certains qu'ils sont, et avec de bonnes raisons pour cela que cela signifie d'une façon ou d'une autre la poursuite de leur oppression.

Et le gouvernement anglais se trouve avec un problème insoluble sur les bras puisque quelle que soit la solution qu'il envisage à court terme il ne peut que se heurter à l'une ou à l'autre communauté... et que sans solution tranchée ce sera aux deux.

Dans ces conditions l'administration directe risque fort de mettre encore davantage en lumière l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement anglais sans donner à celui-ci la moindre possibilité supplémentaire de résoudre le problème.

Et l'intervention de l'armée britannique depuis trois ans qui s'est traduite par les internements administratifs, les camps, et même les tortures, sans empêcher l'aggravation de la situation, nous indique déjà clairement ce que peut être l'administration directe britannique : la dictature de la troupe sur deux communautés qui se livreront une guerre, ouverte ou larvée, de plus en plus acharnée parce que de plus en plus désespérée.

Jacques MORAND.

Vietnam

L'ajournement de la conférence de Paris

Près de quatre ans après l'ouverture des négociations de Paris, la guerre continue au Vietnam. (Ph. U.P.I.)

Le 24 mars 1972, presque quatre ans jour pour jour après l'ouverture des « négociations » de Paris entre Américains et Vietnamiens, la conférence a été suspendue sine die *sur initiative américaine.*

Il ne s'agit pas d'un geste de mauvaise humeur puisque c'est sur ordre de Washington que le chef de la délégation américaine a pris la responsabilité d'ajourner la conférence. Cependant il est manifeste que de part et d'autre on ne cherche pas à dramatiser la chose et que personne ne crie au scandale. Que signifie alors cette rupture apparente et quelle est son importance ? Quelle place a-t-elle dans la nouvelle politique américaine à l'égard de l'Asie ?

Il est d'autant plus difficile de répondre à ces questions que la diplomatie bourgeoise est, par essence, une diplomatie secrète, que ce qu'elle révèle publiquement n'est le plus souvent qu'une manœuvre de plus dans le jeu des tractations officieuses.

Avec le plus grand mépris pour les peuples — et le sien d'abord, auquel il ne ménage aucune parole mensongère sur la paix et la liberté des hommes — l'impérialisme américain dirige sa politique dans le seul souci de défendre ses intérêts. C'est au nom de ses intérêts qu'il **porte la guerre** *aux quatre coins de la planète, qu'il entretient une armée dispersée sur tous les continents, qu'il prête la main à telle dictature, à tel fantoche sanguinaire, qu'il intervient dans la politique intérieure et le régime de tel ou tel Etat, qu'il exerce un blocus économique contre tel autre et qu'il impose sa domination même aux pays les plus riches. Et c'est toujours en fonction de ses seuls intérêts qu'il change de politique, qu'il ouvre une négociation ici, qu'il la ferme là, qu'il révise sa stratégie et s'offre de nouveaux alliés. Seulement ces intérêts-là, intérêts de grande puissance au service de ses trusts et de ses monopoles, intérêts de quelques magnats à la recherche éperdue d'un profit garanti par une domination multiforme, intérêts arrachés aux peuples par le fer, le feu et la famine, on ne peut que les taire ou plutôt les camoufler au public. C'est la raison de la diplomatie secrète des impérialistes.*

Mais quand les représentants d'un peuple en lutte pour sa libération comme le Vietnam, ou en lutte pour sa reconnaissance comme la Chine, s'y prêtent sans broncher, c'est moins une preuve de leur faiblesse relative que de leur volonté, à eux aussi, de cacher quelque chose à leur peuple.

C'est pourquoi l'ajournement de la conférence de Paris s'entoure d'un tel silence. Les véritables négociations se mènent ailleurs, si elles se mènent, mais celles-là ne sont pas publiques.

Colette BERNARD.

Italie

LA JUSTICE EST INDÉPENDANTE

Voici deux ans que l'anarchiste Valpreda est en prison pour un attentat dont l'enquête vient de révéler qu'il était l'œuvre de l'extrême-droite. (Ph. U.P.I.)

PLUS de deux ans après les attentats de Milan et de Rome qui firent 16 morts le 12 décembre 1969, l'enquête vient de connaître ce que tout le monde considère comme un rebondissement : le parquet de Milan vient d'inculper de participation à ces attentats trois dirigeants du parti néo-fasciste MSI.

Mais le rôle de l'extrême-droite dans les attentats de Milan et Rome n'est pas une découverte. Cela fait deux ans que l'extrême-gauche italienne dénonce dans ces attentats l'œuvre de la droite. Cherchant à créer un climat de tension propice à leurs menées, les groupes d'extrême-droite ne reculent pas devant les attentats à la bombe, quitte à provoquer un véritable carnage comme en ce jour de décembre 1969.

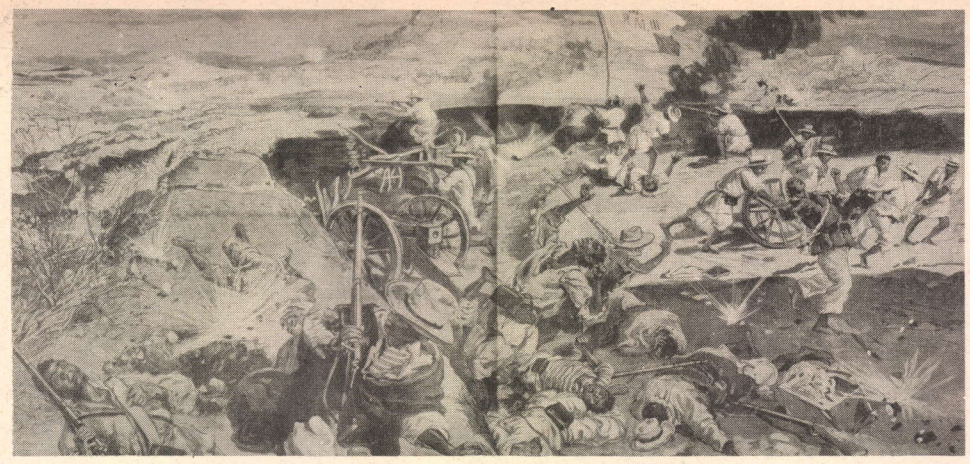
Mais voilà deux ans que la justice italienne, elle, s'obstine à ne poursuivre ses investigations que dans un seul sens : à l'extrême-gauche. L'anarchiste Pinelli, « suicidé » par la police de Milan au cours de l'enquête, a été la première victime de la « chasse aux gauchistes » déclenchée au lendemain des attentats. Pietro Valpreda, dont l'inculpation est maintenue contre toute évidence, continue à se morfondre en prison, en attendant son jugement. Les absurdités de l'accusation, la disparition des témoins, rien n'a ébranlé les juges. En toute indépendance, des œillères, sans doute, les empêchaient de voir la culpabilité des néo-fascistes. De même, après la mort de l'éditeur « gauchiste » Feltrinelli, le juge chargé de l'enquête vient d'arrêter... deux militants révolutionnaires.

Alors, on peut s'interroger sur la brusque décision d'inculper des membres de l'extrême-droite dont chacun savait depuis deux ans qu'ils étaient mêlés aux attentats, cela quelques semaines avant les élections législatives du 7 mai. De l'avis général, ces inculpations vont nuire au parti néo-fasciste, dont tous les partis, surtout ceux au pouvoir, redoutaient une progression spectaculaire à leurs dépens.

Ce n'est bien sûr qu'une simple coïncidence. Ceux qui après cela, iraient dire que la justice italienne n'est pas indépendante et impartiale seraient des calomniateurs. La preuve : il y aura deux procès dans l'affaire des attentats : l'un intenté à Pietro Valpreda, anarchiste ; l'autre intenté à l'extrême-droite. Et, suivant les nécessités politiques de l'heure, la justice saura bien quels coupables choisir.

André FRYS

30 mars 1947 L'I Malg



La conquête de Madagascar en 1895, vue par **l'Illustration,** fière des « effets de la mélinite » (explosif). (Ph. Viollet)

La "civilisation" à l'œuvre : 80 000 MORTS

COLONIE française depuis 1896, Madagascar connut à partir de cette date ce qu'on appelle pudiquement « la civilisation », et qui n'est que la poigne d'une administration raciste et le pillage systématique de ses richesses. Une politique des races (favorisant particulièrement l'une pour lui faire jouer le rôle d'agent indigène de l'administration coloniale), de lourds impôts directs imposés à tous pour « obliger au travail » et désignés par l'administration sous le terme éloquent « d'impôts éducateurs », l'instauration de « dix jours de prestations », impôt en travail obligatoire pour tous les indigènes, étaient autant de mesures destinées à faire des 4 millions d'autochtones une masse de main-d'œuvre exploitable et corvéable à merci par l'oligarchie européenne composée de 40.000 individus.

A la misère, à la faim (11 % seulement des terres arables sont cultivées), à l'absence totale d'hygiène, aux ravages des épidémies aggravés par des conditions climatiques difficiles, des cyclones destructeurs fréquents (95 en quarante ans), vont s'ajouter dès 1942 les efforts de la France pour faire participer l'île à la guerre.

La création d'un « Office du Riz » consistant essentiellement à réquisitionner les récoltes, l'exploitation acharnée des mines de graphite et de mica, le

EN juin et en décembre 1946, des émeutes avaient déjà éclaté en différents points de Madagascar. Réprimées durement, elles avaient cependant laissé des braises qui couvaient sous la cendre. Et dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, une immense flambée de révolte et de colère parcourait toute la partie est de l'île, soulevant toute la population contre la misère, les famines, les souffrances, les privations imposées, affolant la poignée d'Européens qui pensaient avoir définitivement maté cette population corvéable à merci.

Soulèvement spontané, révolte de la faim et du désespoir, les indigènes de l'île se battront, quasiment les mains nues, jusqu'à la fin de l'année 1948 contre le déchaînement d'une répression féroce, animée d'une rage insensée contre ces **« sauvages incapables de reconnaître les bienfaits de la civilisation française ».**

Après les premiers jours de stupeur qui suivirent le soulèvement du 30 mars, la répression s'organise. Le 4 avril, l'état de siège est proclamé dans dix districts, cependant, ajoute le communiqué, **« que se poursuivent dans quelques secteurs les opérations de nettoyage contre les bandes armées qui tiennent la brousse ».** On veut minimiser, massacrer en silence et se faire rassurant sur la puissance de la France qui ne saurait être mise en danger par la révolte de quelques indigènes. Et pourtant !

Le 31 mars, à Tananarive, un camp militaire français est attaqué par plusieurs centaines d'hommes, seulement armés de sagaïes et de coupe-coupes. Au cours des mois qui suivent, les quelques fusils que les Malgaches parviendront à posséder seront pris à des militaires français. Dans toute l'île, et particulièrement sur la côte est, de telles actions vont se multiplier, souvent avec succès. Les insurgés s'attaquent aux fermes des gros colons, aux camps militaires, à tout ce qui incarne la puissance française, l'exploitation coloniale, leur misère.

Devant l'ampleur de la révolte, on annonce des renforts militaires et on déclare, bien sûr, que **« les coupables seront impitoyablement châtiés ».** Et comme les arrestations massives, les rafles dans les quartiers populaires des villes, les interrogatoires ne suffisent pas, on emploie les grands moyens. Contre ces hommes qui se battent au poignard, à la sagaïe, au coupe-coupe, on envoie l'infanterie, les corps spéciaux de parachutistes, mais aussi l'aviation. Le 6 avril, un premier bombardement anéantit un rassemblement d'insurgés ; le 13, si **« le mauvais temps gêne le survol du pays »,** on bombarde cependant, des localités **« où étaient signalées des concentrations de mutins ».** Soixante avions sont en route vers Madagascar, et vont pouvoir multiplier dans les jours et les mois qui vont suivre, ces opérations criminelles contre les villages suspects d'abriter des « mutins ».

Et pourtant, ce feu nourri ne brisera pas avant de longs mois, la résistance de la population. La révolte ne se tait pas. Dans la nuit du 30 avril, les insurgés attaquent un camp militaire à Moramamga, et libèrent cent cinquante prisonniers. La population européenne, exaspérée, s'organise en groupes d'autodéfense, prend des otages malgaches et les exécute. Elle se tourne contre la métropole, et aussi contre son représentant à Madagascar, M. de Couppet. Elle réclame des renforts, crie qu'on l'abandonne, que la réussite de l'attaque du 30 avril est un **« coup très dur porté à son prestige »** et qu'il faudrait quand même se décider à employer tous les moyens pour anéantir **« ces bandits à abattre ».** Elle lance un appel au secours : **« Pour ratisser la zone insurrectionnelle et éviter que, à la suite de petits succès locaux, le reste de l'île ne se décide à son tour, il faut de toute urgence, deux bataillons d'infanterie, minimum vital ».**

Les renforts arrivent, mais si l'importance des moyens mis en œuvre et la violence de la répression réussissent à émietter le mouvement et à plonger dans la terreur la population, ce n'est que le 25 juillet que le représentant de la France à Madagascar pourra dire **« nous commençons à reprendre l'offensive ».**

Le 31 juillet, des troupes débarquent encore à Madagascar et si de nombreux insurgés commencent à se rendre, espérant échapper au massacre, nombreux encore sont ceux qui continuent à lutter isolément. Pour les anéantir, il faudra toute l'année 1948. Il faudra faire quadriller par les parachutistes les forêts dans lesquelles ils se sont réfugiés et où ils meurent de faim, de froid et d'épidémies ; il faudra exécuter des centaines de « meneurs », ratisser et terroriser toute la population. Ce n'est que le 7 décembre 1948 que M. de Chevigné, nouveau Haut Commissaire de France à Madagascar, pourra dire **« le dernier foyer rebelle a été occupé ».**

Sinistre bilan qu'inscrit cette répression impitoyable au compte de l'impérialisme français : 80.000 morts, disent les chiffres officiels, en oubliant tous ceux qui sont morts d'épidémies, de famines ou de froid au cours de ces longs mois.

L.P.

LE M.D.R.M. ET L'INSURRECTION

A la mesure de la peur qu'il a eue le gouvernement français va massacrer la population indigène, tandis qu'il s'acharne sur les quelques personnalités libérales malgaches qui n'ont pourtant élevé que bien timidement la voix pour défendre la population.

Depuis les élections du 2 juin 1946 à l'Assemblée Constituante Française, Ravoahangy et Rasaita, membres du M.D.R.M. (Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache) y sont présents. Leur revendication : que Madagascar ne soit pas un T.O.M. ainsi qu'il vient d'en être décidé, mais un Etat libre dans l'Union Française. D'autre part, un décret d'octobre 1946 a divisé l'île en 5 provinces dotées chacune d'une assemblée. Dans 4 de ces assemblées, la majorité revient aux membres du M.D.R.M.

Or, dès le lendemain de l'insurrection du 29-30 mars 1947, les arrestations vont se multiplier dans les rangs du M.D.R.M. auquel le gouvernement français reproche de ne pas condamner assez sévèrement la population révoltée. Réaffirmant son attachement à l'indépendance et à l'intégrité de Madagascar associée à la France dans le cadre d'une union librement consentie, le M.D.R.M. déclare que « les événements du 30 mars apparaissent comme le fait d'éléments ou de groupes isolés de la population ayant agi spontanément sous la pression des souffrances endurées et des persécutions subies ». *Cela suffit pour déchaîner contre ses membres les autorités françaises. Elu conseiller de la République le 2 avril 1947, Ranaivo est arrêté le 11, et soumis à des interrogatoires. Tous les représentants malgaches au Parlement français sont arrêtés (sauf 1) malgré leur immunité parlementaire et sans qu'aucune demande de levée d'immunité n'ait été déposée.*

Le M.D.R.M., dès ce moment, devient le responsable de tout. M. de Coppet, Haut Commissaire à Madagascar, déclare : « Le M.D.R.M. est le responsable des troubles à Madagascar. La preuve de la préméditation des crimes est établie, c'est là un coup préparé minutieusement et de longue date », *tandis que le signal de l'attaque est trouvé dans* « une affiche incitant au calme » *apposée le 28 mars à Madagascar par le M.D.R.M. ! Le 7 mai, les députés sont inculpés de crime et atteinte à la sûreté de l'Etat, 3.000 membres du M.D.R.M. sont arrêtés, interrogatoires et même tortures vont bon train et le 14 mai, le M.D.R.M. est dissout (seuls des groupes clandestins subsisteront). De Coppet peut lancer :* « La France est toujours à Madagascar et elle y restera. Les auteurs du complot seront poursuivis jusqu'au dernier. Aucun n'échappera à la justice, aussi haut placé soit-il. Le M.D.R.M. n'existe plus. Il n'a plus de chefs... Que chacun reprenne sa tâche à la ville comme à la campagne, sous la protection de l'ordre français, dans le calme et la discipline. »

Les condamnations, les exécutions sommaires vont se poursuivre tout au long des années 1947 et 1948 tandis que le procès des parlementaires, interrompu le 22 juillet, reprendra à huis-clos le 14 décembre 1948. Et alors que le tribunal militaire de Tananarive prononce dix condamnations à mort, 3 aux travaux forcés à perpétuité et 21 autres lourdes condamnations, c'est le 21 décembre 1948 que les élections à Madagascar menées dans un climat de terreur vont envoyer au Conseil de la République deux membres du R.P.F.

Le procès comme les appels à la suite du verdict, seront ponctués d'innombrables irrégularités.

Les défenseurs des parlementaires trouvent cinq irrégularités notoires dans le déroulement du procès, parmi lesquelles le fait qu'un témoin fut en même temps juré, qu'un interprète fut en même temps témoin, etc. La campagne menée en faveur de la révision du procès révèle que l'accusation portait sur les déclarations écrites de 4 témoins. Or on s'aperçoit que le premier témoin a été fusillé à Tananarive, trois jours avant l'ouverture du procès, que le second est mort sans avoir comparu, que le troisième a été reconnu comme un indicateur de police depuis 1929, que le quatrième s'est rétracté publiquement le 22 juillet 1948, et qu'enfin, toutes les déclarations et accusations ont été portées sous les coups et les menaces de la police.

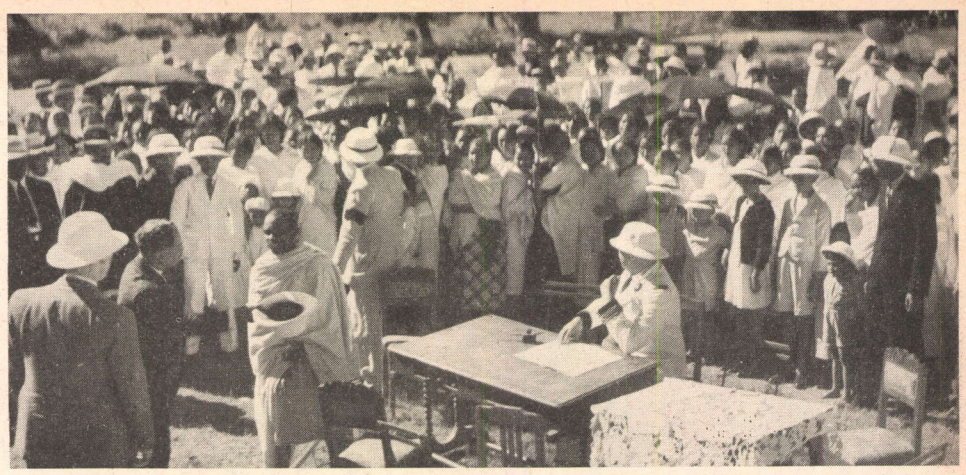
Autant de faits qui n'empêcheront cependant pas le gouvernement français de refuser encore en 1952 d'ouvrir le dossier pour la révision du procès des Malgaches, dont la peine de mort avait été commuée en travaux forcés à perpétuité. En 1953, des insurgés malgaches isolés sont encore condamnés, en 1954, près de 2.000 Malgaches sont encore en prison pour les événements de 1947.

Par une répression féroce auprès de la population, par les tortures infligées aux inculpés, par les condamnations impitoyables, le gouvernement français entendait terroriser la population, briser sa résistance et les quelques organisations nationalistes qui existaient à Madagascar. Il y réussit. Et si en juin 1960, l'île obtenait l'indépendance, la venue à sa tête du dictateur Tsiranana, protégé de la France, ne signifiait pour elle ni mieux-être, ni liberté.

L.P.

NSURRECTION

ache



Administrateur colonial rendant la justice : c'est pour détruire une telle domination que les Malgaches se sont révoltés ! (Ph. Viollet)

renforcement du système de travail obligatoire, seront autant de circonstances qui contribueront à laisser Madagascar exsangue à l'issue de la guerre mondiale, et sa population, accablée de misère, au bord de la révolte. Tout est prêt alors pour l'éveil de sentiments nationalistes.

Au lendemain de la guerre, en octobre 1946, des économistes distingués, soulignaient eux-mêmes la gravité de la situation à Madagascar. Le kilo de viande de bœuf au détail a quintuplé de 1939 à 1946. Le prix du riz a quadruplé. De nouveaux impôts étaient créés, les taux de certaines taxes et certaines contributions aggravées, « pour faire face aux charges nouvelles résultant de la liquidation de la guerre ».

Parallèlement, ces mêmes économistes se lamentaient du « peu d'empressement au travail de la main-d'œuvre malgache », **affirmant que Madagascar pouvait supporter ces nouvelles charges, mais qu'il fallait pour cela « que sa** population ait la volonté de travailler ».

Mais ceux à qui on avait toujours demandé de suer sang et eau pour ne recevoir en échange de leur travail que misère et privation, feront s'écrouler tous les plans de l'administration coloniale en cette nuit du 29 au 30 mars 1947.

Lucienne PLAIN.

La position du P.C.F...

Léon Blum, Vincent Auriol et Jacques Duclos. Une collaboration sur le dos des peuples colonisés ! (Ph. Viollet)

AU moment du déclenchement de l'insurrection malgache, Vincent Auriol est président de la République depuis le 16 janvier 1947, De Gaulle se prépare à proclamer le R.P.F. (7 avril 1947) et le P.C.F. est au gouvernement pour quelques mois encore.

A cette date encore, il se fait l'éloquent défenseur de « l'Union Française », expliquant aux populations coloniales qui, au lendemain de la guerre, tentent de soulever le joug de l'impérialisme français, qu'elles ont tort.

Ainsi l'expliquera H. Lozeray, dans les *Cahiers du Communisme*, d'avril 1945 :

« A l'heure présente, la séparation des peuples coloniaux d'avec la France irait à l'encontre des intérêts de ces populations, et ceci pour deux raisons :

1) *la nation française... veut instaurer une démocratie véritable qui ne pourra qu'apporter la démocratie à ces populations ;*

2) *parce que les terres habitées par ces populations sont l'objet de convoitises redoutables pour elles, alors qu'elles ne sont pas en état de garantir une existence vraiment indépendante. »*

Conséquence : *« il ne fait pas de doute pour personne que les colonies françaises... sont absolument incapables d'exister économiquement, et par conséquent politiquement, comme nations indépendantes. »*

Soutenir les mouvements d'émancipation dans les colonies, les luttes pour l'autonomie ou l'indépendance qui s'y développaient, après avoir dit cela, paraît difficile. Et en effet :

Voici quelques exemples de déclarations faites ou soutenues par des membres du P.C.F. au sujet des événements de Madagascar :

Le 8 avril, Ramadier, président du Conseil, reçoit de Madagascar le télégramme suivant :

« Les comités et groupes suivants, France Combattante, Union rationaliste, C.G.T., Ligue des Droits de l'Homme, Groupe d'Etudes Communistes, Fédération Socialiste, soucieux de traduire l'opinion de tous les Français et Malgaches unis dans le sincère désir de construire une véritable Union Française, profondément indignés des troubles actuels, s'inclinent devant les victimes, condamnent toute la réaction factieuse, approuvent les mesures prises par l'autorité civile et lui font confiance pour rétablir l'ordre dans la légalité démocratique et poursuivre l'œuvre constructive dans une totale union. »

En mai 1947, alors que les bombardements français tuent des milliers de Malgaches, si le P.C.F. élève une protestation, c'est pour rappeler la Constitution :

(*Cahier du Communisme* - mai 1947, M. Barbé.)

« Sans doute l'article 22 de la Constitution assure-t-il l'immunité aux parlementaires, qu'ils soient originaires de la métropole ou d'outre-mer. Mais l'arrestation des députés et conseillers de la République malgache, dans des conditions contraires aux stipulations de cet article, montre que certains ont deux façons d'interpréter la Constitution... »

Par contre, les événements de Madagascar se résument ainsi à ses yeux :

« Depuis des mois, on n'a cessé par une répression stupide de favoriser à Madagascar les ténébreuses manœuvres d'éléments troubles, agents de puissances étrangères. »

Thorez. (Ph. U.P.I.)

Pour Maurice Barbé toujours, les fautifs des émeutes malgaches et *« les auxiliaires, sinon les animateurs du complot,* (sont) *des individus directement liés à l'Intelligence Service, ... »*

Et Maurice Thorez, au XI[e] Congrès du P.C.F. à Strasbourg en juin 1947, déclare :

« Sans se prononcer sur le fond des événements de Madagascar, notre groupe parlementaire n'a pas approuvé non plus que... on prive du bénéfice de l'immunité parlementaire les députés malgaches arrêtés illégalement sous l'accusation de complot... » Et après avoir reconnu que *« les peuples hier courbés sous le joug du colonialisme »* sont pris dans le courant irrésistible qui les *« emporte vers l'affirmation d'une vie nationale libre et indépendante en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »* (ayant quitté le gouvernement en mai 1947, le P.C.F. pouvait, en juin, se permettre de telles hardiesses de langage...), Maurice Thorez n'en conclut pas moins : *« Ce qui est non moins sûr, c'est qu'à Madagascar, comme en d'autres parties de l'Union Française, certaines puissances étrangères ne se privent pas d'intriguer contre notre pays. »*

L.P.

... et celle de Mitterrand

EN 1951, alors que des milliers de Malgaches sont encore détenus dans les geôles françaises pour avoir participé au soulèvement, que des membres du M.D.R.M. sont en forteresse, et que les décès de détenus malgaches sont nombreux, le ministre de la France d'Outre-Mer de l'époque, M. Mitterrand lui-même qui aujourd'hui parle, la bouche en cœur, de socialisme, déclarait le 6 avril 1951 :

« Je me déclare solidaire de celui de mes prédécesseurs sous l'autorité duquel se trouvait M. de Chevigné quand il était Haut Commissaire. Les statistiques manquent de précision mais il semble que le nombre des victimes n'ait pas dépassé 15.000 » (oubliant que c'est de Chevigné lui-même qui parlait de 75.000 à 100.000 victimes). *« C'est beaucoup trop encore,* poursuit Mitterrand, *mais à qui la faute, si ce n'est aux instigateurs et aux chefs de la rébellion ? »*

Et il ajoute :

« La Paix et l'Ordre règne à Madagascar, qui doit connaître la prospérité dans le cadre de l'Union Française, car ainsi que je l'ai déclaré devant l'Assemblée représentative de Tananarive, je n'accepte pas l'idée pour Madagascar, d'Etat associé. Il n'en est pas question, il ne peut en être question. »

Mitterrand. (Ph. A.F.P.)

échos des entreprises

QUAND LA MAITRISE SE DISTINGUE

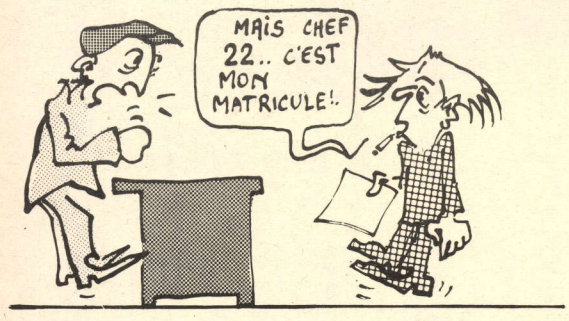
22 !

● *SNIAS (Toulouse)*

Un fait qui s'est déroulé à Blagnac a pu paraître anodin à certains, mais pourtant est bien significatif quant au rôle que jouent les gardes dans l'entreprise.

Voici que maintenant un travailleur s'est vu interpellé pour une simple interjection. Lors du passage d'un garde dans le B.E. 104, un dessinateur a eu la malencontreuse idée de lancer un « 22 » sonore, lorsque cet individu passait à sa hauteur. Celui-ci se crut obligé de relever le nom et le numéro matricule de notre camarade...

Pourtant, même certains gardiens de la paix auraient souri, mais pas ce garde-chiourme de l'Aérospatiale. Si cet énergumène s'est senti visé, cela prouve qu'on ne s'était pas trompé sur sa qualité de flic.



à quand les miradors ?

● *PEUGEOT (Dijon)*

Depuis quelque temps le nombre des gardiens a sérieusement augmenté et maintenant des rondes se font même pendant la journée. Il y a aussi un responsable de la surveillance, moitié flic, militaire en retraite à part entière, plein d'idées et de gadgets. Sa dernière trouvaille a été d'équiper les gardiens de talkies-walkies !

La direction ne se sentirait-elle pas bien dans sa peau pour se protéger ainsi ? En tout cas la chiourme augmente et la surveillance se fait plus lourde. Il y a des secteurs de la boîte où l'on ne peut plus dire un mot sans avoir tout de suite un chef sur les talons. Que cherche la direction ? Faire de l'usine un vrai bagne ? Jusqu'où a-t-elle l'intention d'aller ? Va-t-elle finir, elle aussi, par mettre sur pied une véritable police patronale, armée et prête à tout ?

le camp retranché

● *RENAULT (Billancourt)*

La Régie est véritablement en train de se transformer en camp retranché.

Les grilles de Zola ont été « blindées ». Pourquoi ? Est-ce pour protéger les diffuseurs de tracts des balles des « agents administratifs » ?

On ne peut plus entrer par cette porte ; il faut faire des tours et des détours dans les ateliers.

En sortant du métro, on a droit aux regards soupçonneux de flics en civil, de C.R.S. et de parasites en tout genre.

Et, quand la tour Zola sera terminée, on aura droit à un beau mirador.

Pourtant, pour une personne sensée, les seuls responsables de la situation présente sont les individus armés par la direction pour faire régner l'ordre.

La première mesure à prendre est la DISSOLUTION DE LA POLICE PATRONALE.

Car si nous sommes maintenant « protégés » de l'extérieur, qui nous protègera des tueurs du patron ?

savoir se faire respecter

● *PEUGEOT (Sochaux)*

Au Ponçage électrophorèse, lundi 6 mars, après le casse-croûte, un jeune Yougoslave était assis pendant son dépannage.

Le chef d'équipe l'agrippe brutalement et le secoue. L'ouvrier se révoltant contre cette attitude stupide, l'empoigne et le traîne quelques mètres.

Quelques minutes après, le chef d'équipe revient entouré de la maîtrise et veut obliger le jeune ouvrier à prendre un bon de sortie.

Mais aussitôt, tous ses camarades yougoslaves ont cessé le travail et ont obligé la maîtrise à lever la sanction.

Comme quoi la riposte immédiate des travailleurs peut faire reculer l'arrogance de certains chefs d'équipe.

communiqué : on n'en veut pas

● *WALTER (Paris)*

Malgré les demandes réitérées d'un grand nombre de travailleurs, nous tenons à préciser que nous n'envisageons absolument pas d'enlever un certain cadre.

Le supporter toute la semaine à l'usine, c'est déjà beaucoup, le supporter à domicile plus longtemps, c'est vraiment trop nous demander.

LICENCIEMENTS A TOUR DE BRAS

assez !

● *CITROEN (Paris)*

Citroën veut montrer qu'elle règne en maître sur ses usines et que d'elle dépend entièrement le sort des ouvriers.

Cette semaine, six licenciements connus ont été prononcés par la direction. A Clichy, c'est un professionnel du RMO qui a été jeté à la rue comme un malpropre. A Gutenberg, c'est un ouvrier immigré de la chaîne moteurs. A Javel, ce sont quatre travailleurs qui ont été licenciés sur-le-champ. A Leblanc, deux OS, un maçon du service Travaux, pour avoir refusé une mutation à Clichy ont aussi été licenciés. Un autre au 5-50 pour mauvaise volonté dans le travail !

Comme on le voit, ces licenciements ne sont justifiés que parce que c'est la direction qui en a décidé ainsi. Et cette répression frappe tous les travailleurs qui par leurs actes, si minimes soient-ils, défient l'arbitraire de la direction.

Mais si Citroën espère qu'en mettant à la rue quelques travailleurs, elle étouffera le mécontentement dans l'usine, eh bien elle se trompe.

halte à l'arbitraire patronal !

● *BRONZAVIA (Courbevoie)*

Hier, un ouvrier de l'Ebavurage a été licencié sans préavis. On lui reprochait, paraît-il, son manque de tenue à l'intérieur de l'entreprise.

Il aurait également reçu plusieurs avertissements. Toutefois, la nouvelle passa rapidement car ce camarade, beaucoup le connaissaient : c'est un jeune qui fut actif pendant la dernière grève.

La direction continue la série noire des licenciements, mises à pied, avertissements, déplacements, car elle n'admet pas l'esprit combatif des jeunes à l'intérieur de l'entreprise.

Non contente de refuser systématiquement nos revendications, le patron joue du bâton. Notre patience a des limites, notre mécontentement s'accumule.

La note à payer en sera d'autant plus lourde. Nous devons mettre un point final à son arbitraire et à sa répression.

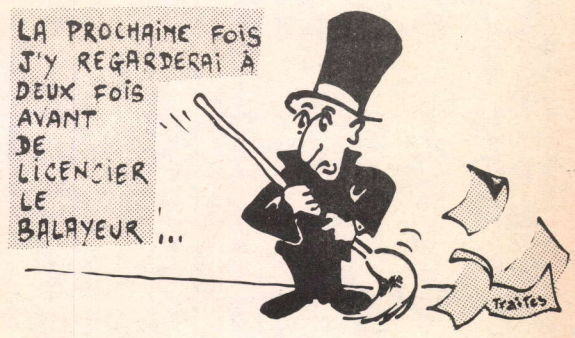
REINTEGRATION DE NOTRE CAMARADE !

un comble...

● *DESFOSSES (Issy-les-Moulineaux)*

Après avoir voulu licencier des auxiliaires, la direction manque maintenant de personnel à la section 210 (cour). Ce n'est pas pour autant que ces messieurs embauchent. Ils comptent simplement sur les auxiliaires pour en faire un peu plus ou prélever sur l'effectif de certains ateliers qui sont déjà insuffisants, pour renforcer le personnel de la section 210.

Mais à force de vouloir à tout prix rogner sur l'effectif, la direction va finir par tomber sur un bec et bloquer sa propre production. Pour éviter une telle « catastrophe » (vous voyez d'ici M. Givert au balai et Million aux manivelles ?), il n'y a qu'une solution : l'embauche de travailleurs, non seulement à la section 210 mais aussi dans tous les services où il manque du personnel.



coup fourré

● *HEURTEY (Paris)*

Ça y est : la direction reprend l'offensive en vue de nouvelles charettes de licenciements. Mercredi 1er mars elle a convoqué les élus du personnel pour leur annoncer le nouveau système de notation des cadres et assimilés qu'elle vient de mettre au point.

Ce nouveau système comprend des notations (a), (b), (c) affectées du signe (+) (—) (=). Avec a + on est jugé un bon petit garçon, gentil et travailleur, mais avec un c —, nous devenons indésirables chez Heurtey et la porte est grande ouverte.

Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une procédure légale pour se débarrasser commodément et sans ennui de tous ceux que la direction se prépare à jeter à la rue.

Lors de la réunion des délégués du personnel, mardi 22 février, à une question d'un délégué CGT qui demandait si la direction pouvait promettre qu'il n'y aurait aucun licenciement sans reclassement, il lui fut répondu par le représentant de celle-ci : « Si je fais cela, je mets la société par terre ».

Non, Messieurs de la direction, ça n'est pas la société que vous mettrez par terre. Lorsqu'on est lié à Paribas, première banque d'affaires du pays, on a les reins solides. Ce qui sera « mis par terre », c'est la restructuration à peu de frais sur le dos du personnel.

Nous ne devons accepter aucune sanction sous le faux prétexte de motifs professionnels. Dès maintenant, organisons la riposte !

ALSTHOM (Saint-Ouen) :

Cinq cents licençiements

(Ph. L.O.)

NOUS avons relaté dans notre dernier numéro les réactions des travailleurs de l'usine Delle de Saint-Ouen, de la Société Alsthom, à l'annonce de la fermeture de l'usine en octobre, supprimant ainsi 500 emplois.

La semaine qui vient de s'écouler a vu se succéder réunions dans l'usine, et manifestations, dans Saint-Ouen et à Paris, rue de la Boétie, au siège de la C.G.E., trust auquel appartient l'Alsthom. Car l'usine qui ferme, quoique petite, n'est que l'une des nombreuses entreprises d'un très gros trust. A Saint-Ouen même, à côté de Delle, une autre usine de l'Alsthom, la Savoisienne, tourne à plein, à grand renfort d'heures supplémentaires.

Et c'est là le problème principal de la lutte qui s'engage. En effet, si les travailleurs n'ont guère de moyens de s'opposer à la fermeture d'une usine par ceux qui, d'après les lois dont Marcellin est le défenseur, en sont les propriétaires, dans le cas de Delle, les travailleurs peuvent au moins contraindre l'Alsthom à réembaucher tous les licenciés dans les autres usines du trust et la plupart à Saint-Ouen même.

D'ailleurs, les travailleurs de Delle ont rencontré cette semaine la solidarité des travailleurs de la Savoisienne qui ont débrayé en totalité le mardi, pour manifester dans Saint-Ouen et le vendredi pour aller manifester rue de la Boétie (cette fois là, malgré tout, sans les cadres et les mensuels).

Cette solidarité sera déterminante dans les jours qui viennent et les organisations syndicales qui dirigent le mouvement devront s'efforcer de l'étendre.

Jusqu'à présent, Delle n'est pas officiellement en grève quoique personne ne travaille dans les ateliers. Le moral est variable, selon les jours, mais il dépend beaucoup de la détermination des organisations syndicales, car il fut maximum au cours de chacune des actions engagées au cours de la semaine.

Ce lundi, 26 mars, doit avoir lieu la réunion à Villeurbanne du Comité Central d'Entreprise. Il est nécessaire qu'à la suite de cette réunion, si comme il est vraisemblable la direction n'y fait pas de propositions satisfaisantes, les organisations syndicales de Delle (C.G.T. et C.F.D.T.) et de Savoisienne (pratiquement C.G.T. seule) engagent une lutte décidée avec comme objectif le reclassement, à Saint-Ouen même, de tous les travailleurs de Delle.

Beaucoup de travailleurs de Delle hésitent devant une grève avec occupation, car ils ne se sentent pas en mesure de faire céder la direction si Savoisienne, qui n'est pas directement concernée par les licenciements, ne suit pas. Par ailleurs, s'il y a grève, ils ne seront pas payés, tandis que depuis une semaine, ils ne sont pas en grève... mais ils ne travaillent pas et occupent pratiquement l'usine.

Mais cela c'est la résignation dont la bourgeoisie voudrait bien que la classe ouvrière fasse toujours preuve. Ce n'est que si les travailleurs de Delle développent leur lutte, qu'ils ont toutes les chances d'entraîner à leurs côtés les travailleurs de Savoisienne. La C.G.T. qui joue un rôle déterminant dans cette dernière usine ne pourra pas s'opposer à des actions de solidarité efficaces, comme l'arrêt de toutes les heures supplémentaires, voire la grève illimitée, si les travailleurs de Delle sont en lutte (les deux usines sont dans la même rue).

Même si l'usine de Delle n'intéresse plus guère la direction, même si l'arrêt de toute production à Delle ne la gênait aucunement, ce qui reste à démontrer, la bourgeoisie craint les conflits sociaux par la contagion qu'ils représentent.

Et dans la période électorale qui s'annonce, même un conflit limité comme celui-là, peut rappeler à tout le pays que le régime que l'on nous demande d'approuver dans les urnes, est un régime où quelques bourgeois milliardaires ont le droit, simplement parce qu'ils le jugent bon pour eux, de réduire au chômage et à la misère des centaines de travailleurs, en ayant les lois et les flics dudit régime de leur côté pour fermer la bouche de ceux qui protesteraient.

Correspondant L.O.

GIROSTEEL (Le Bourget)

La grève continue toujours

ALORS que la septième semaine de grève se termine, le patron de Girosteel maintient toujours sa position intransigeante.

Le problème-clé reste le licenciement d'un certain nombre d'ouvriers et de délégués qu'exige le patron en échange d'une augmentation de salaire. Par principe, le patron veut que les travailleurs rentrent vaincus moralement. Pour arriver à son but, il a décidé d'embaucher des jaunes pour remplacer les grévistes. Pour la plupart ce sont des Portugais.

Bien sûr, sans être tout à fait dans l'illégalité, le patron emploie des moyens contraires à l'esprit de la loi, contraires au respect de la constitution qui garantit le droit de grève. L'inspecteur départemental du Travail, après intervention syndicale, a passé des ordres à l'Agence Nationale pour l'Emploi afin qu'elle n'envoie aucun travailleur sur Girosteel. Mais cette mesure a évidemment été inefficace, et n'empêche nullement la direction de procéder à de nouvelles embauches par ses propres filières.

Car si le patron a pu solliciter et obtenir l'intervention de la police pour faire évacuer les grévistes de l'usine, ceux-ci n'ont aucun espoir de voir cette même police intervenir contre le patron pour faire respecter le droit de grève !

Mais malgré cela, le patron est loin d'avoir gagné la partie. D'abord, il a pu vérifier dans les négociations que les grévistes n'étaient pas prêts à sacrifier certains d'entre eux et qu'ils restaient unis et solidaires.

Ensuite, malgré cette embauche, il n'arrive pas à sortir sa production. Le Groupe Patronal de la Métallurgie parisienne le soutient, c'est certain. Mais jusqu'où pourra-t-il aller ? A l'heure actuelle, le maintien du licenciement des travailleurs lui coûterait financièrement plus cher que de satisfaire une partie des revendications des grévistes.

Surtout que la solidarité se poursuit. Actuellement, les grévistes ont touché près de 1.200 F chacun par la solidarité ouvrière. Et samedi dernier s'est tenu un gala de solidarité à Blanc-Mesnil. Si la solidarité se poursuit, et si les grévistes gardent leur moral, ils ont encore les forces de vaincre.

Correspondant LO.

MANIFESTATION AU SIÈGE DE LA C.G.E.

AU rassemblement, il y a un bon millier de personnes, c'est-à-dire tout le personnel des ateliers (Delle et Savoisienne). Le cortège se dirige vers le métro en distribuant des tracts. Arrivés à Saint-Lazare, il y a environ 600 personnes. Un fort détachement de flics, matraque dans la manche, était là pour nous accueillir.

Après quelques négociations, la manifestation s'avance vers Saint-Augustin, puis rue de La Boëtie. Tout le monde est aux fenêtres, les gens sortent des cafés, à différents endroits, sur les balcons, des employés en blouse lèvent le poing, il y a de l'ambiance. Les ouvriers en bleu, encadrés de flics, manifestant rue de La Boëtie, c'est un curieux spectacle.

Au siège de la C.G.E., le scénario n'est plus le même, les rues avoisinantes sont encombrées par les cars de CRS, et un commissaire de police nous annonce que si nous voulons aller plus loin vers les Champs Elysées, ce n'est plus de son ressort mais nous ne pourrons pas passer.

Nul doute là-dessus. Au loin, une colonne de cars de CRS est alignée le long du trottoir.

Rien dans les mains, rien dans les poches, tout dans la manche... (Ph. L.O.)

La délégation au siège n'a pas été reçue, mais cela ne fait rien, l'objectif était la manifestation et cet objectif est rempli.

Au retour, jusqu'à Saint-Lazare, même défilé. Il est 11 heures et demie, le quartier est noir de monde (et de flics) et après une courte prise de parole, on rentre à Saint-Ouen.

L'après-midi, dans l'usine, rien ne tourne plus. C'est vendredi, on a débrayé, il fait beau, tout s'y met, et tous les gars ont le moral.

RENAULT (Billancourt) :

Défilé des caristes dans les ateliers de l'Ile Seguin

LES dernières semaines, plusieurs accidents sont survenus dans l'île Seguin à des caristes. Certains de ces accidents, notamment au Département 12 Presses, ont été assez graves.

Ainsi, un cariste dont le car s'est renversé a eu une jambe et un bras fracturés.

Ces accidents, la plupart du temps, sont dus au mauvais état du sol, aux charges transportées trop importantes et, d'une manière générale, aux cadences de travail qui sont imposées aux caristes.

C'est contre cette dégradation de leurs conditions de travail et aussi pour la reconnaissance de la qualification de P1, que les caristes ont débrayé le jeudi 16 mars 1972.

C'est à un débrayage insolite que les travailleurs de l'île ont assisté ce jour-là.

En effet, les caristes, afin de parer aux éventuels briseurs de grève que sont les chefs dans de pareils cas, ont défilé dans les ateliers avec leurs cars à la queue-leu-leu, klaxonnant à qui mieux-mieux.

Le débrayage suivi par la quasi-totalité des caristes de l'île (soixante cars environ) était organisé par la C.G.T. qui avait saisi l'occasion du mécontentement des caristes pour mener une action de propagande en collant sur chaque car des affiches C.G.T. Tous les militants C.G.T. de l'île étaient mobilisés pour ce débrayage.

La C.F.D.T. appelait aussi les caristes à débrayer et participait également au défilé.

Arrivé sur l'esplanade de l'île, un délégué C.G.T. prend la parole à l'aide d'une sono et parle un peu de tout : les récents événements, les violences, les « provocateurs », l'attitude irresponsable de la C.F.D.T. et — aussi — des revendications des caristes et expose également sa position sur l'unité.

Un délégué C.F.D.T. demande alors la parole. Le délégué C.G.T., « unitaire pour deux », comme il a coutume de le proclamer, refuse purement et simplement de la lui donner, ce qui provoque aussitôt des discussions et aussi l'écœurement d'une grande partie des caristes présents.

La direction, elle, ne perdait pas de temps et le 21 mars, elle adressait à chaque cariste la lettre suivante montrant ainsi que plutôt que de satisfaire les revendications des caristes, elle préfère manier la menace.

Monsieur,

Au cours du mouvement de grève qui a eu lieu le jeudi 16 mars 1972 à partir de 9 heures, certains caristes sont restés au volant de leur car et ont ensuite défilé dans les rues et allées de l'île Seguin et du Bas Meudon.

L'exercice du droit de grève ne peut couvrir de tels actes qui constituent un délit d'entrave à la libre disposition des moyens de production.

Aussi tenons-nous à mettre en garde le personnel cariste de l'U.C.M.B. contre ces agissements dont le renouvellement entraînerait des sanctions.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

H. LAROUSSINIE,
Directeur de l'Usine Carrosserie
Montage de Billancourt.

Cela n'empêche pas les caristes de l'île de remettre ça le vendredi 24 mars. Au Département 38 (important secteur d'O.S. qui n'est pas dans l'île), les caristes demandaient de se joindre au débrayage de l'île. La C.G.T. leur répondait alors d'attendre un autre jour, que les conditions n'étaient pas mûres, etc.

Les caristes du 38, sous l'impulsion de militants de la C.F.D.T., passaient outre et venaient en cortège avec leurs cars, à la grande déception des responsables C.G.T. du 38 et de l'île qui avaient tout fait pour les en dissuader, rejoindre leurs camarades de l'île.

Cette fois-ci, la C.F.D.T. a pu prendre la parole malgré l'attitude sectaire de la C.G.T.

Quant à la direction, il faudra bien qu'elle cesse de brandir ses menaces de sanctions, et pense à regarder de plus près les conditions de travail des caristes. Ceux-ci ont montré qu'ils étaient déterminés.

Correspondant L.O.

manœuvres syndicales en tout genre

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE, LA C.F.D.T. SCISSIONNE

UNE nouvelle section syndicale vient de se créer aux Compteurs de Montrouge. Elle résulte d'une scission de la C.F.D.T. Une bonne partie de la section, les militants, sinon parmi les plus actifs, mais en tout cas les plus connus (vu leur ancienneté dans l'entreprise) ont décidé la rupture à l'approche des élections du C.E. et ont donc créé la C.F.T.C.

En fait, cela couvait depuis longtemps. La C.F.D.T., aux Compteurs, n'était pas une section « gauchiste », il s'en faut ! En mai 1968, elle poussa gaillardement à la reprise, mais, comme partout, elle profita de la politique de la C.F.D.T. à l'échelon national. Elle chercha alors à se donner une allure plus combative. L'attitude de la C.G.T., qui s'opposa à divers mouvements dans l'entreprise, lui permit de se donner ce visage à peu de frais.

Mais, en fait, la C.F.D.T. a toujours eu une politique ambiguë qui résulte d'ailleurs de sa composition : un compromis entre les responsables et les jeunes venus au syndicalisme en 1968, dont des militants de la Ligue Communiste. Ce clivage à l'intérieur de la C.F.D.T. s'est manifesté aux dernières élections du personnel, en mars 1972. Les militants connus comme étant les plus « gauchistes » furent rayés sur les listes électorales, par toute une partie de l'appareil C.F.D.T. Les attaques sans cesse renouvelées contre les « gauchistes », de la part de la C.G.T., allaient accentuer et en fait précipiter la scission de la C.F.D.T. La direction C.G.T. avait d'ailleurs fait des propositions, pour que ceux qui allaient former la C.F.T.C. rejoignent ses rangs (malgré l'anticommunisme de certains d'entre eux).

Cette scission est jusqu'à aujourd'hui ignorée de l'ensemble des travailleurs car ni la C.F.T.C. ni la C.F.D.T. ne l'ont rendue publique. En fait, cette scission ne représente en rien une aspiration du personnel, mais uniquement la défense de certains bureaucrates C.F.D.T. qui, au sein de leur propre section, n'avaient plus les coudées franches pour mener la politique de leur choix. Ces bureaucrates ne voient qu'une chose : conserver leurs privilèges notamment ceux accordés par la loi de 1968 sur les délégués syndicaux. Cela n'a d'ailleurs pas traîné puisqu'avant même que les travailleurs soient au courant, ils ont nommé leurs propres représentants et participent à toutes les discussions avec la direction.

Correspondant L.O.

Un sigle de plus sur les banderoles unitaires. (Ph. L.O.)

MINISTÈRE DU TRAVAIL :

La mort de Pierre Overney et la C.G.T.

DANS la semaine qui a suivi la mort de Pierre Overney, la C.F.D.T. avait été la seule organisation syndicale présente à l'Administration centrale à dénoncer cet assassinat. La C.G.T., pour sa part, se refusa énergiquement à le faire, mais cette attitude entraîna de nombreux remous en son sein.

Dès le 28 février, plusieurs militants de la C.G.T. (dont quatre membres du Conseil syndical), avaient demandé à la secrétaire de convoquer une assemblée des syndiqués pour discuter de ce problème. Le secrétariat refusa et décida, au contraire, d'afficher sur les panneaux syndicaux un communiqué reprenant les principaux extraits de la conférence de presse de Sylvain, le secrétaire du syndicat C.G.T. Renault.

Les militants qui avaient demandé la convocation d'une assemblée de syndiqués décidèrent alors de faire circuler une lettre ouverte à la direction du syndicat rétablissant les faits sur ce qui s'était passé à Renault, protestant contre le manque de démocratie syndicale, et demandant qu'un débat s'instaure le plus rapidement possible sur ces questions. Trente et un syndiqués signèrent cette lettre, qui fut apposée sur les panneaux C.G.T. accompagnée d'une affiche « Des syndiqués ne sont pas d'accord ».

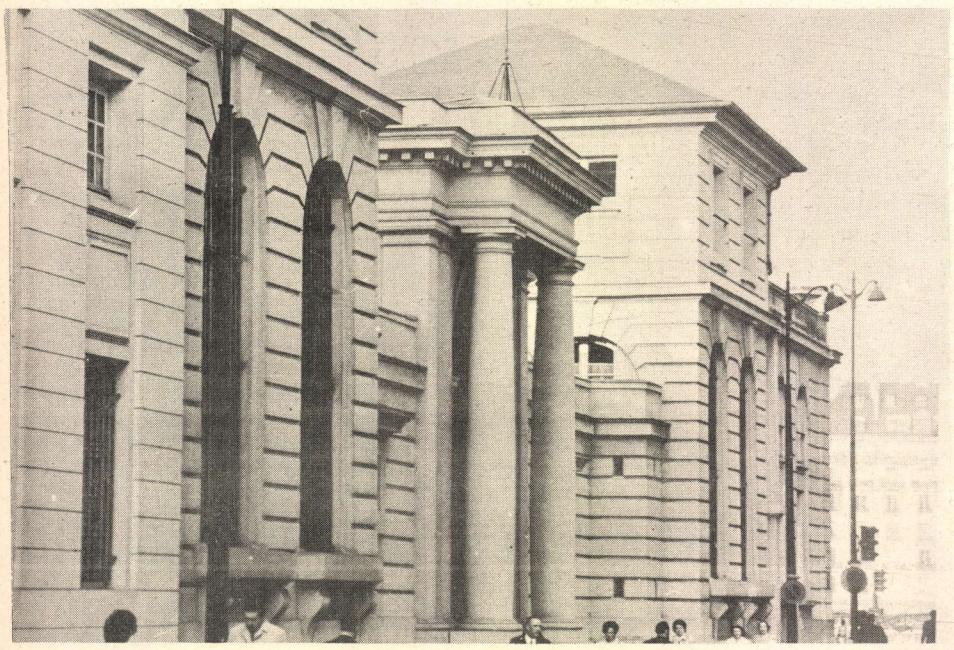
La secrétaire se décida alors à réagir, et convoqua, non pas une assemblée générale des syndiqués, mais un Conseil syndical extraordinaire pour le 6 mars.

D'entrée, la secrétaire qui a rameuté ses troupes, montre qu'elle est bien décidée à transformer cette réunion en procès. Gauchistes ou non, tous ceux qui ont osé s'offusquer des pratiques de la direction du syndicat sont mis dans le même sac, et traités de saboteurs. D'après elle, ces éléments irresponsables ont déclenché leur action au moment de la semaine revendicative de la catégorie B dans la Fonction publique... comme pour détourner l'attention du personnel intéressé !

Mais ces procureurs en herbe durent reculer sur leur projet, à peine camouflé, de donner un coup de balai sur les gêneurs du syndicat. Gênés, ils durent entendre la déclaration d'une militante du Parti Socialiste qui, après avoir rappelé ses désaccords avec les gauchistes, se déclara écœurée par les positions prises par la C.G.T. sur l'affaire Renault.

Et tout ce qu'obtint la direction du syndicat, ce fut un vote approuvant l'affichage de son communiqué sur les panneaux syndicaux. C'était peu pour des gens qui, dans une lettre adressée à la secrétaire, se disaient représenter la majorité des syndiqués, lassés des discussions dans le syndicat, et demandaient par conséquent l'exclusion des empêcheurs de danser en rond. Mais il est plus facile d'insulter quelques militants que d'exclure trente et un syndiqués.

Correspondant L.O.



Au ministère du Travail : les manœuvres des bureaucrates syndicaux n'ont pas réussi devant le nombre des mécontents. (Ph. L.O.)

GRENOBLE :

Manifestation des handicapés physiques

POUR protester contre la quête nationale du 12 mars organisée par les associations d'handicapés et infirmes civils, les handicapés du Centre universitaire de cure (Saint-Hilaire-du-Touvet) et de divers foyers de Grenoble, ont organisé une manifestation le samedi 11 mars dans l'après-midi. Il s'agissait de protester contre la carence de l'Etat, qui laisse faire des collectes comptant ainsi sur la charité publique alors qu'il gaspille l'argent des impôts.

Avec l'aide d'amis et de militants de diverses organisations, cette manifestation fut préparée au moyen, d'une part, d'affiches représentant un handicapé levant le poing, avec comme titre « quête-pitié, ras l'obole », *et d'autre part, une diffusion de tracts sur les entreprises, les cinémas, certains restaurants universitaires, etc. Dans le tract, les handicapés montraient que leur lutte concerne tout le monde ; car il y a 300.000 accidentés graves sur la route par an, et un travailleur sur quinze est victime d'un accident du travail.*

Le cortège réunissait au départ quelque 100 à 150 personnes dont de nombreux handicapés en fauteuils roulants ou s'aidant de béquilles. Précédé d'une vieille 2 CV sur le capot de laquelle il y avait un énorme tronc de de quête noir en carton et couvert d'inscriptions « non à la quête », *le cortège parcourut les rues du centre de la ville au cri de* « travail égal, salaire égal », « charité nationale, santé du capital », « quête-pitié, ras l'obole », *etc.*

De temps en temps, la manifestation s'arrêtait et un orateur expliquait à la foule les problèmes des handicapés et réclamait une véritable prise en charge par les pouvoirs publics.

De nombreuses personnes se joignirent au cortège ; ainsi, lorsque le tronc de quête fut symboliquement brûlé sur la place Grenette, il y avait dans le cortège quelque 250 personnes. La foule assez considérable qui est restée sur les trottoirs a montré par son attitude silencieuse que la manifestation avait frappé fort.

Correspondant L.O.

L'Etat organise des quêtes pour les handicapés... et utilise l'argent des contribuables pour faire la bombe ! (Ph. U.P.I.)

répression, brimades et licenciements

CITROEN

La direction prépare les élections

CITROEN a avancé arbitrairement de quinze jours la date des élections de délégués du personnel qui se dérouleront donc les 11, 12 et 13 avril, et depuis deux semaines, elle mène tambour battant sa campagne en faveur de la C.F.T. d'une part, et d'autre part elle tente d'éliminer les ouvriers susceptibles d'être candidats sur les listes C.G.T. et C.F.D.T.

Sur les chaînes, ou dans les secteurs composés en grande majorité de travailleurs immigrés, c'est un véritable défilé chez l'agent de secteur.

La maîtrise distribue des laissez-passer, à raison d'un toutes les dix minutes ou tous les quarts d'heure, aux ouvriers qui sont tenus de se rendre chez leur flic en chef. Là, avec pressions et chantage à l'appui, on leur impose la carte C.F.T. et on leur donne les instructions de vote.

Parallèlement, les licenciements vont bon train et, comme par hasard, ils touchent plus particulièrement les travailleurs susceptibles de se présenter sur les listes des syndicats ouvriers.

A Clichy, c'est un ouvrier du RMO qui a été jeté à la rue sous prétexte qu'il n'avait pas mis le disque « danger » sur une machine au cours d'un dépannage. Or ces disques sont inexistants sur beaucoup de machines. Mais tout s'éclaire quand on sait que ce travailleur devait être présenté par la C.G.T. le 11 avril.

Dans le 15e arrondissement, de même, au 5-50 un ajusteur, futur candidat C.G.T., a été licencié. Le motif bidon était « manque d'ardeur dans le travail ». « La Morue », le flic local, qui lui a signifié son licenciement, a d'ailleurs montré ouvertement qu'il s'agissait simplement d'un prétexte. Il a en effet reconnu que ce travailleur respectait les temps de ses gammes, mais, a-t-il ajouté, cela ne suffit pas. Il faut régler à 150, et faire le boni maximum !

Dans la même semaine, un ouvrier immigré de la chaîne moteur de Gutenberg, deux OS de Leblanc, et un maçon du service travaux étaient eux aussi licenciés sous des prétextes fallacieux.

Il reste encore près d'un mois avant les élections mais la répression anti-syndicale et les manœuvres battent déjà leur plein.

Combien de temps encore les confédérations syndicales et l'inspection du Travail vont-elles laisser Citroën mener à sa guise des élections truquées d'avance ?

Correspondant L.O.

L'usine Citroën où règnent les commandos C.F.T. : une image de la « nouvelle société ». **(Ph. L.O.)**

I.B.M. (Corbeil-Essonnes)

Collusion de la police et de la direction

DE tout temps la direction d'IBM et la police de Corbeil-Essonnes ont affiché les bons termes dans lesquels s'établissent leurs rapports.

Ainsi, tous les quinze jours, à la demande de la direction, la police vient relever l'identité des diffuseurs du bulletin Lutte Ouvrière, *et c'est du poste de garde même que le policier téléphone son rapport au commissariat (aux frais de la direction bien entendu, alors qu'il est très difficile pour les employés de l'usine d'utiliser ce même appareil).*

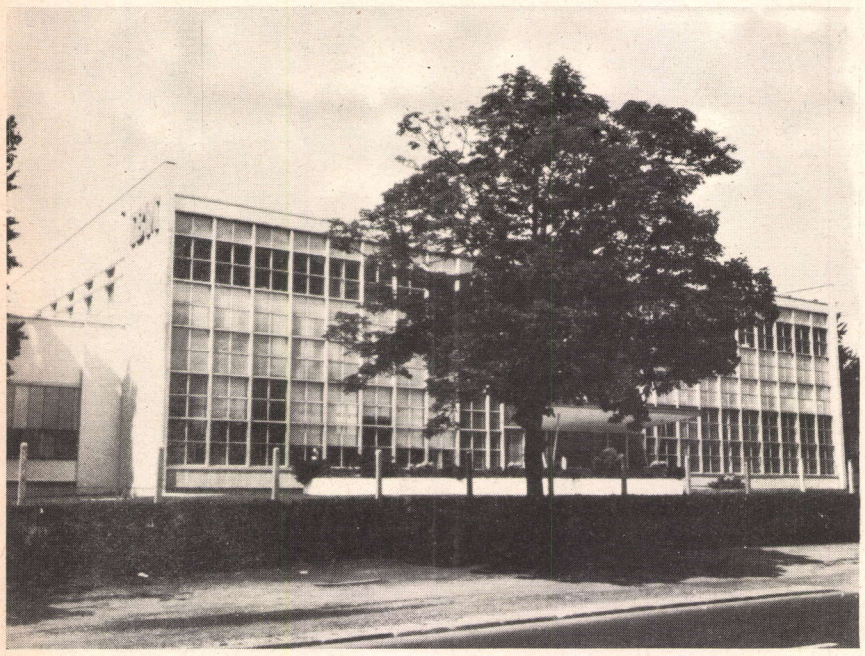
Mais, de temps à autre, il y a un petit extra. Ainsi, lors de la dernière diffusion, il a fallu faire un petit tour au poste. C'est avec des allures dignes des « incorruptibles » : arrivée en trombe, coup de frein brutal, claquement de portières, que les flics se sont précipités sur les diffuseurs et les ont embarqués dans le panier à salade.

Puis, sans même, pour la forme, en demander l'autorisation aux gardiens IBM, les flics ont parcouru en fourgon l'aire de l'usine pour tenter, mais en vain, de récupérer les diffuseurs à l'autre porte.

Ces messieurs se sentaient parfaitement chez eux, et à l'aise, pour essayer d'empêcher la diffusion de tracts gênant la direction.

Voilà encore comment conçoivent la liberté de penser et d'écrire la direction d'IBM et les gens de Marcellin.

Correspondant L.O.



Derrière une façade rutilante, des méthodes de gangster. (Ph. L.O.)

RICHIER (L'HORME)

MUTATIONS

RICHIER est une entreprise où l'on construit du matériel de travaux publics.

Déjà, en juillet dernier, la direction a licencié vingt-deux travailleurs et grâce à un resserrement de la discipline et en faisant régner un climat très malsain, avait poussé plusieurs camarades à prendre leur compte. Il n'y avait pas eu de réaction syndicale et le patron en profita pour frapper un nouveau coup. Le 24 février, vingt-deux d'entre nous apprennent qu'ils sont mutés à Lyon (distant de 50 km) pour une durée indéterminée.

Les mutés n'ont pas été choisis au hasard, bien au contraire, car cette mutation est en fait une véritable purge des éléments jugés indésirables par le patron.

Après l'annonce de ces vingt-deux mutations, une réunion se tint à laquelle assistaient outre les vingt-deux camarades devant être mutés, les délégués du C.E. (dans lequel, on trouve essentiellement les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.G.C.) ainsi que les délégués du personnel (la plupart C.G.T.).

D'entrée, les délégués affirmèrent leur position : **« Il faut que vous acceptiez les mutations, sinon tout un atelier, celui du Montage, verra son horaire réduit à 37 heures ».** En clair, cela signifiait que les délégués prenaient pour argent comptant les bruits que faisait courir la direction dans le but évident d'intimider les travailleurs. Ils expliquaient donc également qu'il ne faudrait pas compter sur eux afin d'organiser la lutte pour que la direction revienne sur ses décisions.

Toujours au cours de cette réunion, un travailleur fit, à juste titre, remarquer aux délégués qu'ils n'étaient que leurs représentants et que c'était finalement à tous les travailleurs de décider.

Constatant que les travailleurs promis à être mutés n'étaient nullement prêts à s'en laisser compter outre mesure, les délégués, toujours aussi fermement décidés à faire triompher leurs vues, utilisèrent une toute autre méthode. Ils allèrent voir, et le plus souvent individuellement, nos camarades et leur tinrent des propos comme : **« Je ne veux pas t'influencer, mais l'autre fois, tu as accepté, maintenant tu dis non ; fais attention, tu risques gros »** ou comme : **« Tu sais, si j'étais toi, je prendrais mon compte »**, etc.

Après la réunion en question, c'était l'écœurement général chez tous les camarades concernés par les mutations. Et c'est dans cette ambiance de complète démoralisation que quinze camarades sur vingt-deux acceptèrent définitivement d'être mutés ; sept camarades refusaient donc encore.

Le lendemain matin, la direction convoqua les camarades qui devaient être mutés et leur fit part du fait qu'elle était prête à leur payer une heure de trajet par jour (alors qu'en fait, il en faut deux) s'ils acceptaient. Et bien que trouvant les propositions patronales évidemment tout à fait insuffisantes, les sept « réfractaires », abandonnés par les organisations syndicales décidèrent, eux aussi, d'accepter les mutations. La direction avait gagné bien qu'elle ait reculé un tout petit peu en acceptant de payer en partie le temps passé dans le transport quotidien. Et cela parce qu'elle s'est aperçue qu'une certaine résistance continuait à exister parmi les travailleurs. Ce qui prouve à l'évidence que, si les organisations syndicales avaient voulu un tant soit peu organiser la lutte, la direction aurait cédé sur bien d'autres points, et, pourquoi pas, renoncé aux mutations.

Mais si les directions syndicales ont renoncé lamentablement à déclarer la guerre à la direction, elles n'ont pourtant pas hésité à en déclarer une, et une vraie cette fois-ci, tout au long du conflit, à ceux qui disaient tout haut ce qu'ils pensaient de la désertion syndicale. Ainsi, on a pu voir des délégués (C.G.T. pour la plupart) parcourir l'usine de long en large afin de démasquer ceux **« qui osent calomnier les élus du personnel »** et qu'ils appellent pour plus de commodité : les « maos ». On a même vu des délégués proférer des menaces à certains jeunes camarades ou écrire les mots « sale révolutionnaire » sur leur machine.

Pour l'anecdote, signalons que la direction, recevant les représentants des syndicats dans son bureau, après que nos camarades aient accepté les mutations, les félicita chaleureusement en les **« remerciant beaucoup pour leur collaboration ».** Sans commentaire...

Correspondant L.O.

LES PATRONS ET LEUR PETIT VÉLO DANS LA TÊTE !

NOUS reproduisons ci-dessous des extraits d'une note confidentielle que le C.N.P.F. (organisation patronale) envoie à ses adhérents dans le but de leur apprendre à faire face aux « périodes de tension », c'est-à-dire aux périodes de lutte des travailleurs.

Au travers de nombreux conseils techniques du plus haut grotesque, il faut bien constater que le patronat tout en s'inquiétant des luttes des travailleurs s'y prépare et s'organise pour faire front. On peut aussi remarquer à quel point les patrons ne perdent pas de vue le bourrage de crâne par presse interposée et comment ils savent maintenir des « relations publiques » avec les journalistes.

En attendant, lorsque vous verrez votre patron traverser les ateliers sur son petit vélo, sachez qu'il soigne sa tension...

... Le chef d'entreprise ne manquera pas de mettre à profit les manifestations que les organisations patronales sont amenées à organiser à l'intention de la presse : il lui sera possible, ainsi, de nouer des relations personnelles avec les journalistes.

.. ..

DES REACTIONS RAPIDES

Une information qui vient trop tard est une information qui manque son but : celui qu'on écoute le plus volontiers, c'est celui qui parle le premier. Il est indispensable de réagir très vite et de prendre les devants chaque fois qu'on le pourra.

.. ..

II - L'ENTREPRISE INFORME

1) Les organisation patronales (qui informent à leur tour le C.N.P.F.).

Ces organisations ont prévu un ensemble de mesures à prendre en cas de tension, afin que l'opinion demeure exactement informée. L'entreprise doit coopérer avec elles en tout premier lieu.

res pour que les informations émanant de

— A-t-on prévu les dispositions nécessai-

l'entreprise soient aussitôt transmises aux organisations patronales ?

2) La presse.

Répertoire des journalistes :

— Les adresses personnelles et professionnelles, avec téléphone, des principaux journalistes, et pas seulement du directeur du journal, figurent-elles dans les répertoires personnels que le chef d'entreprise et ses collaborateurs immédiats possèdent, non seulement à leur bureau, mais aussi à leur domicile ?

.. ..

Communiqués et notes :

— Qui rédigera les communiqués et notes ? Et où, si les bureaux de l'entreprise ne sont plus accessibles ?

.. ..

Interlocuteurs de la presse :

— Si le chef d'entreprise ou ses adjoints directs sont empêchés d'agir par force majeure, qui parlera, écrira, s'exprimera en leur nom ?

3) Les notables

— A-t-on prévu des jeux d'enveloppes préparées en plusieurs exemplaires pour l'envoi de lettres, de communications ou de messages à des notables dont l'opinion a une particulière importance et qui, faute d'être directement informés par l'entreprise, peuvent répandre de regrettables contre-vérités ?

.. ..

4) Le personnel de l'entreprise.

.. ..

— Dispose-t-on de jeux d'enveloppes préparées en plusieurs exemplaires pour adresser rapidement des communications à l'ensemble du personnel, à la maîtrise, à l'encadrement ?

.. ..

— Les cadres possèdent-ils, dans leur répertoire personnel (et non à leur bureau), l'adresse et le numéro de téléphone de leur chef direct et des autres personnes avec lesquelles, consigne leur aura été donnée, de maintenir la liaison en cas de fermeture de l'entreprise ?

.. ..

III - DISPOSITIONS MATERIELLES.

1) Un bureau temporaire.

— Le local choisi est-il équipé de machines à écrire (non électriques), fournitures de bureau, stocks de papier, machine à reproduire (non électrique) avec ses accessoires, etc. nécessaires ? Qui est responsable de ce matériel ?

— Y dispose-t-on de papier à en-tête de la société, de tampons et cachets authentifiant les écrits établis hors du bureau normal ? D'argent liquide ? De timbres ?

— A-t-on désigné le personnel d'exécution (dactylographes, coursiers), sans lequel le travail matériel ne pourrait se faire ? Qui doit convoquer, le cas échéant, ce personnel ?

2) Des moyens de liaison et de diffusion.

— Quels seront les véhicules, voitures, motocyclettes, éventuellement simples bicyclettes, dont on aura besoin pour porter les plis ? Qui aura à s'en servir ? Où les véhicules seront-ils parqués ?

— Quelles dispositions sont prévues pour stocker du carburant et des lubrifiants ?

Des coups de pieds aux c...adres qui se perdent

Quand on est cadre et adhérent à la C.G.C. on est sinon protégé, du moins conseillé.

Voici comment la C.G.C. analyse les enlèvements de Renault et rassure ses militants.

Ah ! si Nogrette avait reçu la note avant !

ROSPATIALE

ment de Châtillon

MOUVEMENT NATIONAL C.G.C.

CONTRE LES SEQUESTRATIONS

La violence appelle la violence. Malgré les avertissements répétés de la Confédération Générale des Cadres, un cadre vient d'être enlevé aux Usines Renault. Révoltée par ce procédé, la C.G.C. en accord avec le personnel d'encadrement de la Régie a décidé ce mouvement sur le plan National.

Par sa riposte énergique, tout en déplorant l'escalade de la violence, la C.G.C. a démontré une fois de plus qu'elle était la seule organisation défendant les intérêts du personnel d'encadrement.

Nous devons toutefois nous féliciter à Châtillon de ne pas connaître ces procédés. Notre souci a toujours été de nous faire entendre et respecter sans pour autant imposer notre façon de vivre, notre syndicalisme.

EVENTUELLEMENT

DIRECTIVES EN CAS DE SEQUESTRATION

1 - Informez dans le plus bref délai possible le secrétariat de la C.G.C.

2 - Demandez l'assistance d'un membre du bureau qui se rendra sur place pour vous assister et vous conseiller ;

3 - Introduisez les premières démarches judiciaires :

- Adressez vous à un avoué qui devra, par lettre au doyen des juges d'instruction, constituer matériellement la plainte ;
- Insistez auprès de l'avoué pour que la plainte soit déposée dans le plus bref délai ;
- Demandez à l'avoué la communication du récépissé qui lui est délivré au moment du dépôt.

4 - Alertez le préfet en lui demandant l'intervention de la force publique et en lui faisant connaître vos démarches judiciaires.

" Jaune "... et fier de l'être !

NOUS reproduisons ici quelques extraits parmi les plus savoureux d'un tract édité à l'usine SNECMA de Corbeil-Essones, le 9 mars 1972, par F.O.

Il s'agit, précisons-le, d'un tract polémique traitant des désaccords entre la C.F.D.T. et F.O. au sujet des activités du C.C.E.

Afin que nos lecteurs goûtent tout le sel de ce propos, rappelons que le tract débute par ces fermes déclarations :

« Nous n'apprécions pas la polémique par tract mais il est des injures et calomnies auxquelles nous devons répondre ; nous ne sommes pas des pleutres. »

Précisons à nos lecteurs que, contrairement aux apparences, il ne s'agit pas d'un canular !

La C.F.D.T. n'est pas une organisation syndicale.

Amalgame de cléricaux défroqués, d'anarcho-maoïstes, de gens en mal de pouvoir, sa voie ne peut se trouver qu'à travers des positions négatives, tempêtes, bruits : en un mot "agitations permanentes". C'est une association de NEVROSES EPILEPTIQUES.

Hélàs, pour ceux qui leur font confiance ou qui les soutiennent la société promise par cette association ne peut être qu'un "ASILE".

Cette satellisation la conduit à passer du violet cardinalice au rouge socialiste utopique, pour atteindre le noir de la piraterie.

FORCE OUVRIERE, C'EST VRAI, NE CHANGE PAS.

Elle est toujours "JAUNE", expression des gens libres et sans oeillères, mais le profit de son action n'est pas du VENT ni des CALAMITES.

Que pouvons-nous attendre de la C.F.D.T. avec de "pareils individus" dans une société promise, plus idéale !

CE N'EST PAS AVEC CE GENRE "DE CAPITAINES" QUE L'ON FAIT DE LA NAVIGATION AU LONG COURT !

Ce sera là notre conclusion pour ne pas en dire plus...

Corbeil, le 9 mars 1972

FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, " Le bois qui pleure " **est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

La nouvelle précédente, « Une biographie d'Akron », **contait la montée puis les difficultés de Georges Tyler, fondateur de la Summit Rubber, une entreprise travaillant le caoutchouc. Après une période de prospérité due au boom des années 1910, 1915, ce fut la crise, avec ses grèves et ses soucis.**

La présente nouvelle se déroule en Allemagne nazie et relate l'histoire d'un chercheur dans une fabrique de l'I.G. Farben sur le caoutchouc synthétique, le « BUNA ». Le docteur Hernried, membre d'une organisation anti-fasciste clandestine, remplace l'antioxydant employé dans la fabrication du « Buna-S » par un autre produit. Les pneus fabriqués perdent alors toute résistance.

Soupçonné de sabotage par la Gestapo, Hernried est arrêté par la Gestapo.

...la fabrication de tout le caoutchouc synthétique comporte deux phases principales : la synthèse des motifs monomères et leur transformation, par polymérisation ou condensation, afin d'obtenir le polymère final — une polymérisation en masse sur un catalyseur du monomère, liquide ou gazeux, ou en solution dans un solvant organique, de préférence un hydrocarbure aromatique ; vous avez compris, Hernried ? — Oui, Herr Professor, et ils avaient fait bouillir le thé dans un Erlenmeyer et l'avaient bu avidement, et tous deux très fatigués, dans cette odeur de carbure, ils avaient continué à travailler toute la nuit, et à quatre heures du matin, la substance s'était précipitée dans la cornue, et quand il l'avait examinée, il lui avait trouvé quelques-unes des propriétés du caoutchouc et il était rentré à la maison, dans l'aube naissante, comme un homme ivre, ivre d'épuisement et de la joie incomparable que procure une expérience réussie. Penser, penser, ne pas cesser de penser ou sinon, tu te laisseras briser. Catherine, nous irons encore nous baigner ensemble et nous allonger sous le soleil, parmi cette odeur délicieuse de planches chaudes et mouillées, et la petite Cat sur le plongeoir, et nous boirons du vin nouveau. O Catherine, ô Maman, ceci est horrible, mais je peux le supporter, oui, je le peux. Penser aux colonnes de ravitaillement désorganisées, aux camions accidentés et aux pneus qui éclatent, à la parcelle de bien que l'on pouvait faire pour la cause, penser à la cause, ne pas s'arrêter de penser, ne pas se demander si ça valait la peine. Oui, ç'en valait la peine, un million de fois. Si ça aide à finir la guerre une minute plus tôt, à amener l'écroulement du III[e] Reich une minute plus tôt, ça valait la peine. Mais je veux vivre. Penser à cette merveilleuse chose qu'est la vie et s'y accrocher ; les fraises sur les feuilles de vigne aux étalages du marché, l'odeur du pain frais ou de l'armoire à linge de Catherine, un bon verre d'eau froide, le retour à la maison où ils m'attendent pour dîner, jouer avec la petite Cat, faire des boules de neige, se sentir brisé de fatigue, aller se coucher, se réveiller le matin, en été, écouter le jardinier qui ratisse le gravier dans le jardin de l'hôtel, marcher sous la pluie avec Catherine, acheter des marrons chauds au coin de la rue, qui vous réchauffent les mains les jours d'hiver glacés, en rapporter à la maison pour la petite, retourner au laboratoire des recherches et reprendre les expériences avec l'isobutène. — Oh ! Seigneur, s'il vous plaît, faites que je ne m'arrête pas de penser maintenant, je ne vous ai rien demandé pendant des années, mais faites que je continue à penser...

Il y avait des stations à son calvaire, des évanouissements qui lui donnaient un peu de répit, velours calmes et profonds d'inconscience où il se reposait ; il y avait des intermèdes où ses tortionnaires lui parlaient avec une sollicitude toute paternelle et essayaient de l'amener à une confession. Il y eut un épisode de cauchemar quand ils amenèrent Buchholz, le visage transformé par les coups en une pulpe noirâtre, et un filet de sang qui dégoulinait, drop, drop, dans le silence... et quand il se rendit compte avec une joie étrange et sans limite que Buchholz n'aurait pas été torturé de la sorte s'il avait avoué quoi que ce fût...

— Mais mon fils est soldat, répétait Buchholz indéfiniment. Mais mon fils est soldat et se bat sur le front, comment pourrais-je saboter mon propre fils ? sifflait-il entre ces pauvres gencives d'où le beau dentier neuf avait sauté. Ils s'arrêtèrent de battre Hernried, ils l'attachèrent simplement pour le forcer de regarder la bastonnade qu'ils donnaient au vieux Buchholz. Il pensait que c'était pire que d'être battu lui-même, et ça lui faisait songer à quelque chose qu'il avait déjà expérimenté auparavant : Peut-être chacun de nous porte-t-il dans sa mémoire une partie de la somme totale de souffrance humaine à travers les siècles ; et il pensa : Le Putumayo est partout et pendant une très courte seconde, il fut l'Indien que l'on fustigeait, et cet autre Indien qui regardait celui que l'on battait.

A ce moment, la sirène commença à hurler, et une cloche d'alarme à retentir ; et les lumières s'éteignirent trois fois, donnant le signal d'une attaque aérienne. Il y avait, dans la cave, trois hommes de la Gestapo, deux S.S. en tenue noire et une jeune fille, à la machine à écrire ; tous devinrent assez nerveux.

— La cave est à l'abri des bombes, dit le maigre ; il avait l'air épuisé, comme un homme après des excès sexuels, et sa peau avait des reflets humides et verdâtres. Mais ce n'était là qu'un subalterne. Celui qui avait dirigé le supplice était un professionnel froid et supérieur, un spécialiste de l'horreur. Prenons un peu de bière, dit un autre, et l'un des S.S. sortit et revint avec quelques bouteilles qui se couvrirent de buée froide dans cette pièce chaude, renfermée et humide de transpiration. Hernried toucha sa bouche et l'enflure de son œil gauche qui commençait à se fermer et tout à coup, il se sentit très calme et sûr de lui ; c'était comme au sortir d'un délire et les douleurs se mêlaient à la peur.

— Prosit ! se dirent les hommes de la Gestapo les uns aux autres, et ils s'essuyèrent la mousse de la bouche. Alors retentirent les premières explosions et le bruit des canons antiaériens de la tour de D.C.A., derrière la gare. Ils paraissaient faibles et lointains. Soudain, le sol de la cave bougea sous leurs pieds et le plâtre tomba du mur contre lequel les têtes des prisonniers avaient été cognées. La sténographe langoureuse se jeta en hurlant dans les bras du chef. Le bombardement faisait rage, ébranlant les fondations du monde. On entendait le hurlement des piqués qui déferlaient les uns après les autres, le sifflement des bombes qui tombaient, ce curieux instant infinitésimal où vous avez le souffle coupé dans le silence qui précède l'explosion, et ensuite le craquement gigantesque qui se répète, se répète, impitoyablement, et se répète encore et encore.

Hernried, qui avait déjà reçu un choc à la suite d'un éclatement d'obus, était pris d'une panique animale à chaque alerte. Mais cette fois, il se domina. N'était-il pas drôle d'être effrayé par des bombes anglaises, quand on souhaitait qu'elles démolissent et réduisent en miettes cette usine diabolique, de l'autre côté du Rhin ? Et il savait que, de toute façon, il était un homme mort. Et dans sa terreur instinctive, il jubilait d'une joie qu'il n'avait jamais connue auparavant. Par les fentes de ses yeux gonflés, il vit que les cinq autres étaient saisis d'une panique croissante, tandis que l'infernal vacarme, les éboulements, les cris et les explosions continuaient sans arrêt. La porte s'ouvrit brutalement, et des hommes encore se précipitèrent à l'intérieur de la cave, se jetant les uns sur les autres et hurlant que le bâtiment avait été touché. Ceux qui se trouvaient à l'intérieur se ruaient vers la sortie pour fuir cette trappe, et ceux qui étaient au-dehors cherchaient à y pénétrer, comme dans un dernier refuge ; ici, comme partout en Allemagne, la haine éclatait, et la fureur de tous contre tous. Tout à coup les lumières s'éteignirent, en même temps qu'une autre explosion arrachait les racines du monde. Elle fut suivie d'un cri et puis de silence. On entendit alors quelqu'un hurler des prières au Seigneur, dans les ténèbres. Puis il y eut une nouvelle rafale, d'autres sifflements de bombes, et ensuite, plus rien.

Quand Hernried reprit conscience, quelqu'un le traînait dans des tunnels obscurs et interminables ; il étouffait, et il essaya de cracher cette boule aigre et chaude qui l'écœurait. Alors, il mourut, resta inanimé assez longtemps, et finalement, ressuscita.

— Il revient, dit quelqu'un, et quelqu'un dit : Il est plus solide qu'on ne pourrait le croire en le voyant. Hernried se demandait où il avait déjà entendu cette voix, et alors il se souvint.

— Oui, Herr Doktor, tout va bien, dit Buchholz dans l'obscurité.

FEUILLETON

— Qu'est-il arrivé ? demanda Hernried faiblement.

— On s'en est réchappés. Il nous ont fait sauter jusqu'au ciel et on est retombés sur terre.

— Sommes-nous vivants ? demanda Hernried. Il entendit rire Buchholz.

— Oui, Herr Doktor, répondit-il.

Hernried toucha ses yeux et tâta l'obscurité. Quelqu'un prit sa main et l'enduisit de pommade. Ce devait être une femme.

— Ils lui ont brisé les doigts, le pauvre malheureux, dit-elle.

— Je ne le savais pas, dit Hernried. Il demeura un instant tranquille et essaya de réfléchir.

— Buchholz, murmura-t-il, Buchholz, je suis aveugle.

— Si vous l'êtes ? dit Buchholz. Vos yeux sont simplement bouchés. Vous avez l'air de Schmeling, après qu'il ait perdu son titre.

Une compresse froide et humide fut appliquée fermement sur son front et ses yeux ; quelqu'un lui lavait la figure, les oreilles et le cou, comme cela ne lui était pas arrivé depuis le temps où il était un petit garçon.

— Le bombardement est-il terminé ? demanda-t-il, lorsqu'il eut conscience du silence environnant.

— Oui, terminé depuis plus d'une heure.

— Est-ce qu'ils ont eu l'usine, cette fois ?

— On le dirait. Ça flambe d'une façon formidable.

Hernried chercha à entendre le craquement des flammes, le bruit d'écroulement des murs et le rugissement du feu qui étaient devenus familiers dans cette ville depuis le mois d'août, mais il ne perçut que le doux clapotis de l'eau contre les planches, un son frais et tendre, calme et berceur.

— Où sommes-nous ?

— Avec des amis, sur le fleuve, sur un bateau.

Hernried porta à ses yeux sa main qui n'avait pas été abimée et souleva sa paupière enflée ; d'abord, il ne vit rien d'autre que son bras nu et à une distance considérable ses genoux nus, autour desquels flottaient quelques lambeaux d'étoffe, puis, un mélange de cheveux, de sourcils, de sang coagulé et de sourire édenté, c'était le visage de Buchholz, et quelques autres visages peints sur un décor de planches, et la lumière d'une lampe à pétrole qui éclairait les magnifiques cheveux blancs d'une vieille femme très laide. Il laissa retomber sa paupière avec un soupir de satisfaction.

— Je ne croyais pas que nous nous en tirerions, Buchholz, dit-il.

— Cette petite torture ? Ce n'était vraiment pas grand-chose. Le vieux Wolf n'est qu'un amateur, comparé à Finkler, à Niederdorf, dit Buchholz, un peu vantard.

— Ils vont bientôt nous rattraper, fit Hernried.

— Peut-être que oui, peut-être que non. Ils auront pas mal de travail à remettre en ordre après cette nuit. Ça nous donne le temps de filer.

— Filer où ? demanda Hernried, où donc, Buchholz ?

— On va remonter le Rhin jusqu'à un petit village sur le Bodensee. Vous savez nager ?

— Oui, mais...

— Des centaines d'entre nous l'ont traversé à la nage et sont arrivés en Suisse. Pourquoi ne le pourrions-nous pas ? Nous ne sommes pas seuls. Nous avons des amis partout. Il n'est pas un hameau, pas une ville, par un endroit le long du Rhin où nous n'ayons des amis pour nous cacher et nous aider à poursuivre notre route. Il n'y a pas que vous et moi, nous sommes des milliers, des centaines de milliers. Nous avons fait le peu que nous avons pu, et à présent, nous ne sommes plus d'aucune utilité dans ce pays. Nous allons essayer d'en sortir. Sinon, pourquoi aurions-nous été sauvés par le bombardement de cette nuit ? Cela n'aurait pas de sens.

Maintenant qu'il était lavé et pansé, Hernried commençait à souffrir de courbature et d'ankylose dans chacun de ses muscles, de ses tendons, de ses os et de ses nerfs. Mais en même temps, il se sentait très bien, ses maux de tête avaient disparu.

— Un médicament énergique pour une névralgie triméminale et congénitale, dit-il, et ils crurent qu'il délirait un peu. Il récapitula les événements, et au bout d'un moment, il dit : Fini pour nous, le Buna, Buchholz.

— Nous ferons autre chose, Herr Doktor, dit Buchholz quelque part.

Hernried pensait à Catherine et à la petite Cat, et Buchholz songeait à son fils qui était un bon soldat de l'armée nazie, en Afrique du Nord, et le bateau remontait lentement le fleuve.

FIN

La semaine prochaine commencera la publication d'une autre nouvelle intitulée « **Les six roues d'un camion** » qui fait aussi partie du roman « **Le bois qui pleure** ».

LES SIX ROUES D'UN CAMION

La fin de la guerre dans les déserts de Lybie. Les troupes allemandes, bloquées, se décomposent. Le matériel ne tient plus, les défaites succèdent aux défaites, et surtout le moral s'effondre. Tous ceux qui avaient cru au « Reich millénaire » voient partir en fumée leurs dernières illusions.

cinéma

Les années lumière

Jean Chapot

LES années lumière **sont projetées en ce moment uniquement dans un cinéma du quartier Latin. C'est bien dommage. En tout cas, c'est un film à ne pas manquer quand il se répandra dans d'autres salles.**

Entre 1895 et 1900, des reporters de la maison Lumière (les frères Lumière viennent à peine d'inventer le cinéma) parcourent la planète munis de caméras. Ils ont tendance à filmer de préférence la bonne société, ses vacances à Deauville, ses festivités, les altesses royales, les couronnements, celui de Nicolas II notamment, plutôt que les peuples et leurs misères.

Cependant, comme le pittoresque les attire et que le peuple est parfois « pittoresque », nous avons droit heureusement à des vues de travailleurs, des dockers de Marseille aux paysans japonais.

Les années lumière, **c'est d'abord un documentaire sur l'état du monde au tournant du siècle. Les films des opérateurs Lumière sont entrecoupés de photographies quand la photo en dit plus long que le film.**

L'auteur veut démythifier la « Belle Epoque », belle, uniquement pour les privilégiés d'une civilisation décadente qui va d'ailleurs bientôt s'effondrer au mois d'août 1914.

Pour les masses, c'est l'exploitation inhumaine, les journées de travail sans fin. La moindre velléité d'organisation (dans la C.G.T. par exemple) de grève, de révolte est mâtée durement par la troupe ou la police.

Sur la planète triomphe partout l'expansion coloniale. La France ravage Madagascar, fait régner la terreur en Algérie, pille l'Indochine.

L'Angleterre se bat contre les Boers de l'Afrique du Sud. La Chine est victime de toutes les grandes et petites puissances, et en particulier du Japon dont l'industrie et les armements progressent vite à l'école européenne. Les U.S.A. font la guerre à l'Espagne pour conquérir Cuba et les Philippines, puis ils massacrent les Philippins révoltés.

Parfois, les colonisateurs sont tenus en échec. Les Italiens sont vaincus en Ethiopie, les Anglais ne parviennent pas à mettre la main sur l'Afghanistan. Partout ailleurs règnent sans partage l'esclavage des peuples coloniaux, la famine, l'oppression, les massacres.

Partout aussi, c'est la course aux armements. Le monde se prépare fiévreusement à la « der des der » de 1914. L'infanterie russe est innombrable, les canons allemands sont de plus en plus puissants, les cuirassés britanniques de plus en plus gros et sont présents sur toutes les mers du globe.

Le commentaire qui accompagne les films est souvent écrit au vitriol. On nous rappelle un certain nombre de citations dues à d'éminents politiciens ou académiciens, et que l'Histoire a injustement oubliées. Elles sont le reflet de la bêtise, du contentement de soi, du mépris et du racisme qui caractérisent les classes dirigeantes.

Mais Les années lumière **ne sont pas qu'un témoignage sur le passé. Indirectement, c'est une critique du présent. Ce sont bien les mêmes classes dirigeantes et les mêmes classes opprimées qui sont en place. Les hommes ne sont plus les mêmes mais les méthodes sont restées.**

Et pour qu'on ne se méprenne pas, l'auteur qui conclut son ouvrage lorsqu'arrive l'aube du siècle, déclare : « Et maintenant, en avant vers la guerre de 1939-1945, vers Buchenwald, Hiroshima, la guerre d'Algérie, le Biafra, le Vietnam, etc. ». Les années lumière **ont été terribles pour l'humanité. Celles qui ont suivi ont été pires.**

André VICTOR.

Les malheurs d'Alfred

Pierre Pichard

ALFRED, tout comme « Le Distrait », c'est le sympathique rêveur, maladroit au possible, accumulant les gaffes et... la déveine. Personnage comique par excellence dont l'auteur se moque gentiment et qui l'aide surtout à mettre en relief l'absurdité du monde contemporain.

Malheureusement, si la satire faisait mouche dans « Le Distrait », elle tombe souvent à plat dans « Les Malheurs d'Alfred ».

La critique du monde de la télévision, dans lequel évolue Alfred, est tellement outrée qu'elle fait à peine sourire et les gags se succèdent, se répétant d'ailleurs quelque peu, tous plus énormes les uns que les autres. On se lasse. La satire du public intoxiqué par la télé, souvent grossière et confinant parfois au mépris, est même assez désagréable.

Malgré tout, quelques scènes pleines d'humour et extrêmement bien interprétées sont vraiment irrésistibles.

Mais tous ceux qui ont vu et aimé « Le Distrait » risquent d'être fort déçus par « Les Malheurs d'Alfred ».

Dominique CHABLIS.

livres *A propos du livre*

" Les Hauts murs "

SUITE à la réédition du livre « Les Hauts murs », **d'Auguste Le Breton, qu'André Frys a signalé dans le numéro 185 de** Lutte Ouvrière, **une camarade nous écrit :** « Il faut faire savoir à André Frys et aux lecteurs que M. Le Breton a écrit, en 1968, un livre ignoble **« Du rififi au Brésil »,** à la gloire de l' « Escadron de la mort » (organisation terroriste d'extrême-droite) dont il remercie les membres — ses amis — dans la préface ».

A l'exception de ses récits autobiographiques (« Les Hauts murs » **et** « La loi des rues »), **la production d'Auguste Le Breton se réduit quasiment à la série des romans policiers commerciaux dits les** « Rififi » **qui ne présentent rigoureusement aucun intérêt, et n'ont aucune valeur littéraire. Il n'est donc nullement étonnant qu'un auteur qui passe l'essentiel de son temps à glorifier les truands ou les flics se range allègrement du côté des défenseurs fascistes de l'ordre brésilien. Mais il était bon, malgré tout, de le signaler. Dont acte.**

Le coin du navet

Chut !

Jean-Pierre Mocky

AU départ l'idée de Mocky était bonne. Il s'agissait dans son film de pasticher l'actualité politique actuelle et plus particulièrement le scandale de la « Garantie Foncière ».

On voit donc apparaître sur l'écran les responsables d'une société immobilière « La Caution Foncière » en pleine action, c'est-à-dire en train d'escroquer de petits épargnants. Si l'on ajoute que ces aigrefins sont couverts par l'autorité d'un député de la majorité, qu'un ministre des Finances a la particularité de jouer de l'accordéon et que l'avocat de ladite société s'appelle Feuilleblanche on voit que l'évocation de MM. Rives-Henrys, Giscard d'Estaing et autres Rochenoir est limpide.

Mais limpide ne signifie pas réussie. Car malheureusement le film de Mocky se traîne. Ce n'est ni du gros rire ni de la fine satire. Et tous les efforts de Dufilho pour tenter de sauver ce lamentable navet s'avèrent vains. De ce point de vue le titre du film donne le ton. Personne n'en parlera.

J.L.

TÉLÉVISION :

SÉLECTION DE LA SEMAINE

MERCREDI 29 MARS

21 h 25 (1re chaîne)

« Bienvenue à Georges Brassens »

JEUDI 30 MARS

20 h 30 (2e chaîne)

Pot Bouille (2e partie)
d'après l'œuvre d'Emile Zola

VENDREDI 31 MARS

21 h 30 (2e chaîne)

Magazine d'actualité
« Le troisième œil »

LUNDI 3 AVRIL

19 h (1re chaîne)

« Histoires sans paroles »
Les Cops *(avec Buster Keaton)*

AUBOUÉ :

Les casseurs

DANS un petit village de Lorraine, des quartiers entiers se sont affaissés, détruisant ou crevassant plusieurs dizaines de maisons.

L'activité, même présentée par **France-Soir,** d'une armée de gauchistes n'aurait pas réussi à faire autant de dégâts en dix ans : les rues sont impraticables, les fissures y atteignent un mètre et demi de profondeur. Les maisons sont bousculées, affaissées comme un château de cartes. Des centaines de personnes sont sans abri. Mais là, la presse est d'une discrétion remarquable. **France-Soir** n'en a pas fait sa première page. Car là, c'est le capital qui en est responsable.

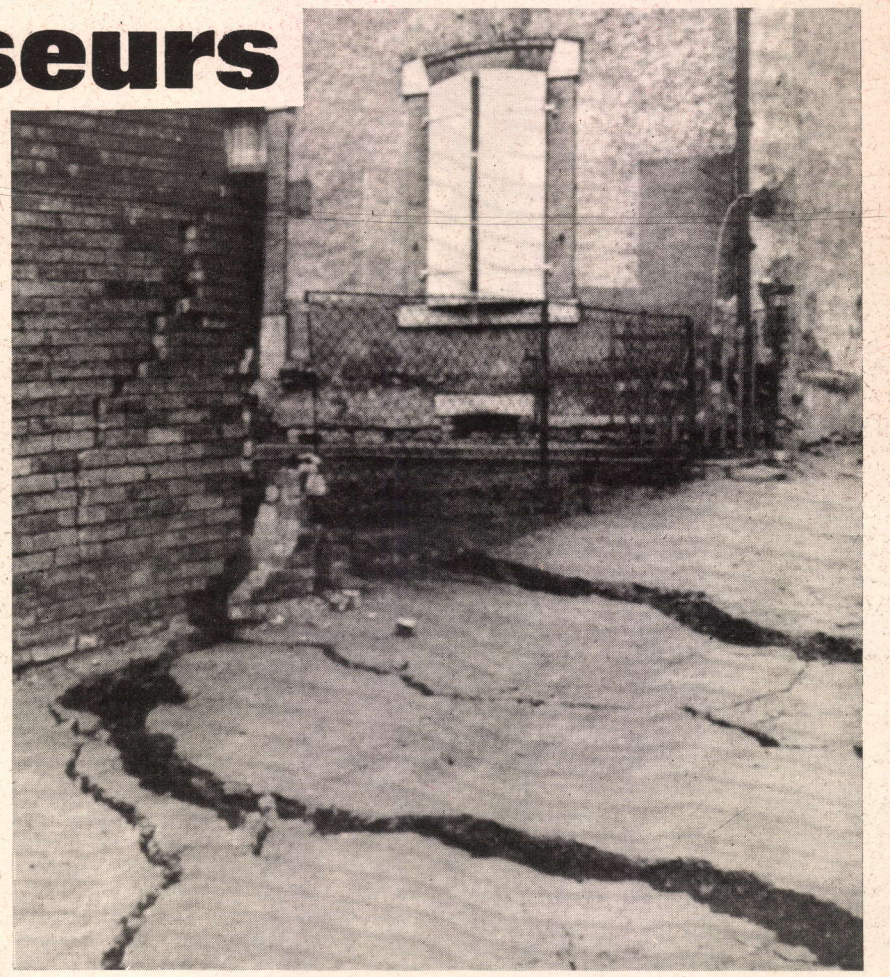
Les raisons de la catastrophe sont connues. Les quartiers qui ont été endommagés sont construits sur une véritable termitière, juste au-dessus du réseau de galeries des mines de fer de Moineville-Paradis, abandonnées par l'empire De Wendel, il y a un peu plus de huit mois. Ce sont ces galeries situées à 150 mètres de profondeur, qui ont, en s'effondrant, provoqué le tassement des terrains bâtis.

Mais cela ne vaut pas qu'on s'y arrête, n'est-ce pas. Ce sont les dégâts du capital, et toute publicité n'est pas bonne à faire... La négligence criminelle des patrons des Mines n'est donc pas seulement présente sur le lieu du travail, pour le mineur. Il la retrouve chez lui, faisant partie du décor habituel.

Il n'est qu'à voir dans les régions du Nord, les murs lézardés des corons, les maisons plus ou moins bancales qui s'affaissent quand on décide de « foudroyer » les boiseries qui, en sous-sol, servent au soutènement. Selon les beaux messieurs qui siègent dans les Conseils d'administration, cela ajoute peut être encore un peu plus d'héroïsme à « ce beau sacerdoce de la mine ». En attendant, il y a sûrement moins de risque à se coincer les fesses dans un fauteuil qu'à vivre dans les conditions qu'ils imposent aux travailleurs de ces régions.

Et puis, ces messieurs n'ont vraiment rien à craindre. Du côté Marcellin, aucune loi anti-casseurs n'a été prévue à cet effet. Dans une société à la botte des patrons, conçue pour que l'exploitation s'effectue au mieux, il n'y a que ceux qui luttent contre les méfaits du capital qui ont à craindre de la loi et de ses défenseurs casqués.

Anne GARBE.



(Ph. U.P.I.)

Argentine

L'enlèvement du P.D.G. de la Fiat et l'attitude des révolutionnaires

LE 21 mars, un commando de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (E.R.P.) enlevait Oberdan Sallustro, homme d'affaires italien et directeur général de la filiale argentine de la Fiat. Par lettre à la presse, les ravisseurs demandaient, en échange de la libération d'Oberdan :

— La libération des dirigeants ouvriers incarcérés en octobre 1971 après la dissolution des syndicats de la Fiat par le gouvernement militaire du général Lanusse ;

— La réintégration des 250 travailleurs licenciés à cette occasion ;

— Le versement d'une indemnité de 5 millions de francs à distribuer aux nécessiteux sous forme de matériel scolaire, de vêtements, de chaussures ;

— La libération de 50 militants actuellement emprisonnés et leur transfert en Algérie.

A l'heure où nous écrivons, la Fiat argentine aurait accepté les propositions des guérilléros mais le gouvernement militaire s'opposerait à l'élargissement des militants actuellement en prison.

Cet enlèvement et les conditions posées par les militants de l'E.R.P. rappellent tout à la fois l'action des Tupamaros, celle de l'E.T.A. enlevant un patron au pays basque espagnol, et, plus près de nous, celle de la Nouvelle Résistance Populaire dans l'affaire Nogrette.

Les révolutionnaires ne condamnent pas en soi ce type d'actions. Dans certaines périodes ces actions même si elles sont le fait d'organisations petites-bourgeoises sont non seulement comprises et approuvées par les travailleurs, mais encore elles peuvent renforcer les luttes ouvrières même si par leur forme elles peuvent revêtir l'aspect d'actions individuelles. Dans d'autres, elles ne sont que des actions de désespoir de militants coupés des masses travailleuses ou destinées justement, dans leur esprit, à réveiller l'apathie des dites masses.

Quelles conséquences peut avoir l'enlèvement d'Oberdan Sallustro ? Nous n'en savons rien et d'ici, il n'est pas possible de le savoir. Cette action est-elle approuvée ou désapprouvée par les travailleurs ? S'inscrit-elle dans une montée ouvrière qu'elle pourrait accélérer ou au contraire va-t-elle favoriser une répression brutale à un moment où les travailleurs argentins, désarmés par la C.G.T. péroniste, restent sans défense face à leurs exploiteurs ? Là encore autant d'interrogations auxquelles nous ne pouvons répondre.

Mais par contre ce qu'il est possible de discuter c'est la ligne politique de l'Armée Révolutionnaire du Peuple et de ses dirigeants.

L'E.R.P. a été créée en juillet 1970 par une organisation qui se réclame du trotskysme, le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (Combate). Elle s'est, dès lors, spécialisée dans les coups de mains contre le régime.

Dès sa création, le terrain qu'elle choisit n'est pas celui de la classe ouvrière, mais celui « du peuple ». Cette référence abstraite au « peuple », on la retrouve d'abord dans le nom même que se donne l'organisation, sigle qui indique que la révolution sera faite au nom du « peuple ». On la retrouve aussi, agrémentée d'ailleurs de nationalisme, dans le communiqué publié par l'E.R.P. après l'attaque de la Banque Nationale de Développement dans la nuit du 29 au 30 janvier 1972. On lit dans ce communiqué : « Les commandos... se sont rendus maîtres au cour de la nuit du 30 janvier, du siège de la Banque Nationale de Développement, expropriant pour *la cause du peuple* une grande somme d'argent... Dès à présent, nous nous engageons à ce que le butin soit rendu *à notre cher peuple.* » *Et il se termine par la formule :* « Avec l'exemple du Che, vaincre ou mourrir pour l'Argentine. »

Le communiqué publié par l'E.R.P. après l'enlèvement d'Oberdan Sallustro reprend d'ailleurs en partie le même thème nationaliste puisqu'au rang des accusations portées contre le P.-D.G. de Fiat par les guérilléros, on trouve notamment celle de « coupable de manœuvres monopolistes contre l'industrie nationale ». *Et de ce point de vue l'E.R.P. développe une idéologie très proche de celle de la Nouvelle Résistance Populaire en France, idéologie nationaliste petite-bourgeoise qui fond la classe ouvrière dans la masse « du peuple » et désarme en fait les travailleurs. D'ailleurs, à en croire* Rouge *du 12 février,* « l'idée centrale à partir de laquelle se développe sa stratégie (de l'E.R.P.) est celle de la guerre populaire de longue durée ». *Où sont les intérêts historiques du prolétariat dans tout cela ?*

En fait l'Armée Révolutionnaire du Peuple est une organisation populiste petite-bourgeoise dont l'idéologie se rapproche fort du castrisme et dont l'action de guérilla s'apparente à celle que mènent, en Argentine, même les petits groupes péronistes clandestins. Et le fait qu'elle puisse se parer du label trotskyste ne prouve en rien son caractère prolétarien mais montre simplement le degré d'opportunisme auquel est parvenu le Secrétariat unifié de la IV^e^ Internationale, l'organisation trotskyste internationale à laquelle se rattache le Parti Révolutionnaire des Travailleurs et qui couvre toute cette politique.

Jean LIEVIN.

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75-Paris-6^e^

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

Liberté pour Pierre Rousset

UN comité pour la défense de Pierre Rousset, militant de la Ligue Communiste, emprisonné à Paris vient de se créer. Il a publié le communiqué suivant :

Depuis près d'un mois, Pierre Rousset, membre du Bureau politique de la Ligue Communiste, est emprisonné à la prison de la Santé. Il a été arrêté dans la rue et se trouve inculpé pour avoir transporté des produits « susceptibles d'entrer dans la constitution d'explosifs ». **Devant le juge d'instruction, il a expliqué qu'il avait accepté de faire ce transport pour des militants révolutionnaires latino-américains.**

Au moment où dans ce continent sévissent des dictatures sanglantes comme en Bolivie, au Brésil ou au Guatémala, où les militants révolutionnaires ne peuvent plus utiliser aucun moyen légal, l'action de Pierre Rousset représente un geste élémentaire de solidarité internationale dans un pays qui n'hésite pas à donner armes, munitions et finances à ces dictatures.

Pierre Rousset est un détenu politique.

Les soussignés décident de former un comité pour la défense de Pierre Rousset, ils s'indignent que Pierre Rousset qui présente toute garantie de représentation, ne soit pas mis en liberté provisoire comme cela devrait être le cas, et exigent sa mise en liberté immédiate.

On relève parmi les premiers signataires : **Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Pierre Jalée, R. Pannequin, Pierre Vidal-Naquet, Daniel Guérin, Alain Krivine, Victor Leduc, Serge Depaquit, etc.**

Pour sa part, **Lutte Ouvrière** affirme son entière solidarité avec Pierre Rousset et se joint au Comité pour réclamer sa libération immédiate.